

Notre
bilan du vote
sur la TVA
(voir p. 3)

N° 160 - 12 juin 1977
SEPTIEME ANNEE

Fr. 2.-

la brèche

organe bimensuel
de la ligue marxiste révolutionnaire
section suisse de la IV^{ème} internationale

Espagne

Une «démocratie» très musclée

De la prison à l'exil



Sous la pression des grèves générales et des manifestations violemment réprimées au Pays Basque (Euzkadi), le gouvernement Suarez a concédé au début de juin la libération d'une quinzaine de prisonniers politiques. Parmi eux, Eva Forest (photo), après trois ans de détention, pendant lesquels elle a écrit ses célèbres "Lettres de la prison"; parmi eux, Javier Izco et José Antonio Garmendia ont rejoint en son exil norvégien Iñaki Saraqueta. Ancien militant de l'organisation séparatiste basque ETA, Saraqueta avait été le premier condamné à mort du sinistre procès de Burgos en 1970 (photo). Sa peine avait été commuée en 40 ans de prison grâce aux mobilisations internationales de protestation qui s'étaient déroulées également en Suisse. A son arrivée à Oslo, notre camarade (militant de la LCR) a déclaré au correspondant du quotidien madrilène El País : "En ce moment, je ne suis plus militant d'ETA, mais je suis très fier d'avoir été un de ses militants, car pour les révolutionnaires basques dans les années soixante, elle

était la seule organisation à laquelle nous pouvions nous affilier. (...) Durant mes années de prison, j'ai pu comprendre les problèmes politiques espagnols, et le meilleur instrument que j'ai rencontré, c'est le marxisme révolutionnaire". Parlant de la lutte pour l'amnistie totale que continue à mener le peuple basque, Saraqueta a déclaré : "Pour tous ceux qui ont lutté pour l'autodétermination du peuple basque, ces extraditions sont une victoire populaire. Si le gouvernement qui sortira de ces élections ne répond pas aux revendications du peuple basque, il aura affaire à une lutte encore plus ardente que jusqu'à maintenant". (Voir notre DOSSIER ESPAGNE, pp. 6, 7.)



Jeanmaire : procès pour un secret de polichinelle



voir page 12

Voir notre article en page 9

sommaire

ACTUALITE NATIONALE	
Arguments : la faillite de la banque Leclerc	2
Edito : Notre bilan du vote sur la TVA	3
la VPOD-Genève contre la TVA	3
SOCIAL	
Congrès des cheminots : le ras-le-bol	4
Congrès national des typos	4
Convention horlogère : un 1er bilan	5
Le Crédit suisse "occupé"	5
Genève, prisons : grève de la faim des détenus	11
L'événement :	
Jeanmire ou le cul-de-sac patriotique	12
ACTUALITE INTERNATIONALE	
DOSSIER ESPAGNE :	
les peuples d'Espagne prennent leur liberté	6 et 7
FRANCE : de la grève générale	
au meurtre de Reims	9
Pologne : occupation de la LOT à Genève	9
La lutte du peuple SAHRAOUI	10
Soweto : un an après	10
FEMMES	
Rencontre internationale des femmes à Paris	8
MUSIQUE	
Jacques de Vaal	11

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :
 abonnement de soutien : fr. 100.-
 une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
 une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
 une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
 Outre-mer : fr. 80.-
 prendre contact avec nous

Journal "La Brèche", CCP 10-25669, Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

YA PAS QU' LA POLITIQUE...

Genève:

FESTIVAL DU BOIS DE LA BATIE

ve 17, sa 18, di 19 juin : organisé par l'AMR, Action 16, le Théâtre Mobile et le Théâtre de la Lune Rouge. Au programme, du cinéma, du théâtre, de la musique répartis entre 5 lieux, le ve 17 de 17h. à 2h., le sa 18 de 15h. à 2h., le di 19 de 15h. à 1h. Avec une quarantaine de groupes jazz, folk, improvisations, etc... dont : *le Big Band, Now the Time, CM 4, le Quintett Jonction, l'ensemble Music 121, Lucien Rémy Inc., Jerry Chardonens Unit*, (pour le jazz), et : *le Beau Lac de Bâle, Angle, Mandragore, Osmose, Cookies and Candy* (pour le pop). Avec des films super 8, vidéo et 16 mm. Avec 7 théâtres : *le Théâtre Mobile* (Georges Dandin et La farce de Francisquine et Tabarin), *la Lune Rouge* (la Polka du fou), *Plastic Musee* (Iphigénie), *le Groupe 72 de Nyon* (Le radeau de la méduse), *Jacques Probst* (Pour en finir avec le jugement de dieu), *le Théâtre O* (Usu circus), *Philippe Cohen* (Contre-temps).

ET C'EST GRATUIT

et il y aura à boire et de la bouffe (ça, c'est pas gratuit).

Tous les soirs de beau temps devant le café de la Tour jusqu'au sa 25 juin, 21h. : *Georges Dandin* (Molière) par le Théâtre Mobile.

Devant le café de la Tour (Bois de la Bâtie) 16 juin, 15h. : *La Polka du Fou* par le Théâtre de la Lune Rouge, amenez vos mômes, c'est pour eux (entre autres...).

Au carrefour de l'étang de la Bâtie du ma 21 juin au sa 16 juillet, 20h.45 (relâche di et lu) : *Iphigénie* (Euripide) par le Plastic MUSEE.

cinéma salle Patiño

ma 14 juin, 20 et 22h. : *Bande à part*, de Jean-Luc Godard.
 ma 21 juin, 20 et 22h. : *La Condition humaine* de Masaki Kobayashi (Japon 1959-1961).

Cinéma Le Star (pub. gratuite)

Chronique des années de braise, de Mohammed Lakhdar-Hamina (Algérie, 1975).

Pavillon des Sports de Champel

ve 24 juin, 20h.30 : *RORY GALLAGHER*.

Lausanne:

Cinéma ABC (oui, celui du Grand Pont)

Grande nouvelle : il est devenu un cinéma d'art et d'essai. Il a 4 séances par jour, avec un film différent à chaque séance. Si vous croyez qu'on va vous dire lesquels, vous vous trompez. Vous n'avez qu'à "regarder" le journal dans votre cassette préférée, non mais il faudrait qu'on vous dise tout et même peut-être qu'on vous offre un billet et un ice-cream (ben alors, c'est la crise, oui ou non ?).

FESTIVAL DE LA CITE

du ve 17 au je 23 juin : puisque vous y êtes, regardez aussi ça !

Collection de l'art brut, av. des Bergières 11 du ma 14 juin au di 30 octobre (sauf lu), 14 à 18h. (je 20 à 22h.) : nouvelles acquisitions.

LE THEATRE POPULAIRE ROMAND

joue *LE ROI LEAR* (Shakespeare) en soirée dans plusieurs villages de notre région :

ma 14 juin : Dombresson me 15 juin : Fleurier
 ve 17 juin : Dardagny (éventuellement les 18 et 19 juin).
 ma 21 juin : Courtemaître me 22 juin : Tramelan
 ve 24 juin : La Neuveville sa 25 juin : Sonceboz
 ma 28 juin : Les Ponts-de-Martel, (en juillet dans le proch. no).

La Chaux-de-Fonds, Théâtre

je 16 et ve 17 juin, 20h.30 : *Marco Millions* (Eugène O'Neill), par le groupe ACO-Théâtre de l'Ecole Secondaire.

Bienne, Centre communal de Péry

sa 18 juin, 20h.30 : *Les comptes d'une nuit d'été*, création collective par la Théâtrale de Bienne.

ORBE : Théâtre de Poche

sa 25 juin, 23h.30 : *Alfredo Dominguez*.

Jo Viale

inprecor

Dans ses derniers numéros, INPRECOR a notamment publié des études sur :

- l'Italie (L. Maitan)
- l'« Eurocommunisme » (E. Mandel)
- les discussions SALT (J. Hansen)
- la situation politique dans le sous-continent indien, ainsi que des inédits de Trotsky et des lettres de Pliouchitch, Grigorenko, etc.

abonnez-vous !

France : 80 FF
 Un an, 25 numéros : Belgique : 650 FB
 Suisse : 45 FS

Découper ce talon d'abonnement et l'adresser, accompagné d'un chèque, libellé au nom de Pascal HENRI, à INPRECOR, BP 135, 95 103 Argenteuil Cedex-France

Je souscris un abonnement d'un an à INPRECOR

Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____

ARGUMENTS

"ACCIDENT" BANCAIRE : 2 MORTS

Après l'affaire de Chiasso du Crédit Suisse, un nouveau scandale financier a agité au début du mois de mai les milieux financiers helvétiques; il a fait quelques titres dans la presse bourgeoise, mais celle-ci n'a guère poussé ses investigations. Pourtant, de nombreux recoupements sont possibles. La faillite de la Banque Leclerc et Cie à Genève est en effet liée à deux gros scandales internationaux : l'affaire Matesa et l'assassinat du prince-député de Broglie à Paris il y a six mois.

Quand la mort de l'un fait la faillite de l'autre...

La Banque genevoise Leclerc et Cie se trouva contrainte, au début du mois de mai, de cesser ses paiements car elle connaissait depuis quelques temps des difficultés : des demandes de retraits de compte la plaçaient en peine de réunir les actifs nécessaires pour faire face dans des investissements immobiliers qu'elle a effectués en Valais.

Ces retraits de dépôts semblent être directement en rapport avec l'assassinat du prince-député Jean de Broglie, un des principaux collecteurs de fonds électoraux de Giscard d'Estaing, mais transfuge de dernière heure dans les rangs du RPR de Chirac. Les motifs de cet assassinat n'ont pas été encore éclaircis car la personnalité du prince-député permettait d'alimenter toutes sortes d'hypothèses : affaire de moeurs, trafic de capitaux, d'armes, assassinat politique dû à la rivalité entre Chirac et Giscard, etc.

Les remous autour du meurtre firent ressurgir à la surface une société établie au Luxembourg, la Sodemex, dont la raison sociale était suffisamment vague pour couvrir n'importe quelles activités ou transactions, commerciales comme financières. Or parmi les 3 administra-

teurs de cette société dont M. de Broglie était président, se trouvait M. Robert Leclerc, banquier genevois.

Qu'est-ce que la Sodemex ?

Ce n'est pas la première fois que le nom de la Sodemex se trouve mêlé à un scandale. La Sodemex est en effet une des 75 sociétés qui par le monde dépendaient de la MATESA (Maquinarias Textiles del Norte de España). Cette dernière société fut au centre, depuis août 1969, du plus grand scandale politico-financier qu'ait connu l'Espagne franquiste : elle avait détourné 10 milliards de pesetas (près de 650 millions de francs suisses de l'époque) de crédits publics sous formes d'exportations fictives, et avait des dettes qui se chiffraient à 700 millions de pesetas (soit près de 40 millions de fr. s.).

La MATESA était contrôlée par des membres influents de l'Opus Dei¹⁾, qui eux-mêmes entretenaient d'excellentes relations avec des membres influents du gouvernement français puisque au cours d'un "voyage-éclair" — et incognito — M. V. Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, invité à une chasse organisée par les patrons de la MATESA, avait rencontré des personnalités qui furent ensuite impli-

quées dans l'affaire, notamment M. Lopez Bravo et M. Navarro Rubio, qui furent ministres du général Franco²⁾. (Le Monde, 7. 1. 1977).

Comme par enchantement on retrouve Giscard dans l'affaire Leclerc

Si l'on en croit le Canard Enchaîné, "Leclerc a géré, et peut-être gère encore une partie de la fortune de la famille Giscard... Giscard lui-même avait assisté au mariage de sa fille (de M. Leclerc, réd.)". Un jeu de circonstances dira-t-on...

La SODETEX, installée au Luxembourg, et dont Robert Leclerc est administrateur, était vraisemblablement un maillon essentiel pour les opérations de fraudes de la société-mère, la MATESA. Le Luxembourg est en effet un pays particulièrement intéressant pour le libéralisme de ses règlements fiscaux et douaniers. C'est une plaque tournante commode pour de nombreux trafics internationaux. Et comme le dit le journal Le Monde : "La Sodemex était une société très spéciale". De quoi s'occupait-elle : trafic de capitaux (en particulier transactions pétrolières avec le Koweït) ? de trafic d'armes ? d'organisations de la fuite des capitaux ? du financement de partis politiques (à part Giscard, il semble que la Matesa ait financé la campagne électorale de Nixon) ? Sa raison sociale était suffisamment vague pour pouvoir couvrir tout cela.

Il serait évidemment très intéressant de pouvoir donner une réponse. Mais en l'absence de celle-ci, on doit se limiter à certaines hypothèses. Leclerc, copain de Giscard²⁾. On se demande des services. Leclerc couvre par exemple de son nom et de la respectabilité des banques suisses la SODETEX, en échange de quoi de riches clients français déposent leurs capitaux à la banque Leclerc et Cie. Mais il s'agit de clients qui aiment la discrétion et que cela dérange de voir le nom de M. Leclerc évoqué publiquement dans une enquête qui peut avoir les rebondissements les plus imprévus, d'où les retraits de fonds que doit affronter la banque depuis quelques mois et qui la mettent dans les difficultés financières que l'on connaît.

Le rôle de l'UBS

"Les malheurs de Leclerc ne seraient rien si ne s'y trouvait pas mêlée une très grande banque. Comme l'UBS est dans le coup, voilà qui change tout". Le Canard Enchaîné est le premier à avoir soulevé l'hypothèse d'une implication de l'UBS dans cette affaire. L'UBS dément officiellement en jouant sur les mots : ("rachat" ou "accord équivalent à une absorption"), mais ne convainc personne. De fait cela ne serait pas étonnant qu'elle soit plus ou moins impliquée dans l'affaire liée au prince de Bro-

glie qui brassait, rappelons-le, beaucoup d'argent. Cela pourrait expliquer la réunion au sommet un dimanche après-midi des 6 directeurs de l'UBS Genève et surtout l'empressement de l'UBS à absorber la banque genevoise avant même que le premier inventaire n'ait été fait et que la décision d'accorder ou non un suris bancaire ne soit prise ! L'UBS craint sans doute que l'on regarde de trop près chez Leclerc et surtout elle a tout intérêt à ce que le secret bancaire ne soit pas levé sur demande de créanciers de la banque Leclerc qui vont insister pour récupérer leurs fonds. D'où l'accord passé entre l'UBS et la Banque genevoise et qui selon "Le Monde" correspond à une absorption.

Trop de cadavres...

Il est vrai qu'aucune banque suisse n'a intérêt à ce que les scandales bancaires ne s'étendent et à ce que de nouvelles faillites se produisent. Les grandes banques ont en général en réserve 10 o/o de la totalité des montants engagés dans des opérations financières, et de grosses bavures qui se succèdent aussi rapidement sont de nature à provoquer des réflexes de panique chez leurs clients, petits et gros. Mais cela ne suffit pas pour expliquer le geste empressé de l'UBS.

Car l'affaire Leclerc n'est pas tout ce qu'il y a de plus limpide : un associé, Ber-

trand de Mural, 42 ans, major, membre de la Société Militaire, fils de colonel-divisionnaire, qui se "suicide", et un autre, Charles Bouchard, 69 ans, ancien directeur, que l'on retrouve noyé dans le Léman, et pourtant... "officiellement la sûreté genevoise ne s'occupe pas de cette affaire. Mais le procureur général a été lui aussi alerté par les bruits qui courent. On parle beaucoup, dans certains milieux, de deux valises contenant des documents importants. Ces documents auraient disparu après le décès de Charles Bouchard" (Tribune de Genève, 21. 5. 77). Deux morts, un blessé (Robert Leclerc, qui après une cure de sommeil va quitter sa clinique pour aller chasser en Pologne), et la presse bourgeoise en parle à peine, pas d'enquête. C'est naturel semble-t-il, car un banquier périt avec sa banque, sauvez les truands et les fraudeurs d'abord !

Denfert, 5. 6. 1977

1) Opus Dei : Couche de financiers, capitalistes et politiciens liés à la hiérarchie catholique, parvenus au gouvernement durant les dernières années de Franco.

2) "Un détail lourd d'histoire : à l'automne 1972, il semble même que Giscard soi-même ait sauvé le banquier Leclerc de menues ennuis avec les douanes françaises (de Chens-sur-Léman, réd.). Le banquier suisse venait de se faire bêtement prendre dans une affaire d'importation frauduleuse d'objets d'art. Menacé de poursuite, il téléphona à son ami, Jean de Broglie... qui bloqua le coup". (Canard Enchaîné, 18. 5. 1977).

Chevallaz a pris sa claquette

Appel à l'unité contre le démontage social

Les salariés ont repoussé massivement la TVA. Ce résultat très net montre qu'ils ne sont plus prêts, après avoir déjà supporté les effets de la crise, à accepter volontairement de se serrer la ceinture, pendant qu'on laisse les capitalistes jouir en paix de leurs innombrables privilèges fiscaux.

Mais, s'ils ont su déjouer l'attaque de la bourgeoisie en matière de TVA, les salariés n'ont de loin pas encore pu s'engager massivement pour une solution univoque. La bourgeoisie, son Etat, ses partis, vont en profiter pour soutirer d'une autre manière les milliards qu'ils escomptaient de la TVA : ils vont s'en prendre aux dépenses sociales, ils vont s'attaquer aux salaires du personnel fédéral, ils vont élever le taux de l'actuel ICHA (qui est aussi un impôt sur la consommation, donc dégressif, donc anti-social, mais dans une moindre mesure que la TVA). Nous répondons aujourd'hui à ceux qui peignent le diable sur la muraille : en admettant que les salariés ne puissent pas faire échouer ces manœuvres, les nouvelles charges qu'ils auraient à supporter seraient moins élevées que les 2,5 à 3 milliards d'impôt supplémentaire sur la consommation que la TVA aurait introduits.

Mais les travailleurs et les employés **doivent** se défendre collectivement contre ces nouvelles attaques, et ils le peuvent. D'ailleurs, disant "non" au paquet financier, ils ont été aussi très nombreux à dire "non" au chantage effectué par les dirigeants du PSS et de l'USS : nouvel impôt ou démontage social. Ce chantage a subi une fin de non-recevoir d'autant plus ample qu'il était déjà dépassé dans la réalité. PSS et USS avaient déjà accepté, avant le 12 juin, aussi bien la TVA que le premier pas du démontage social (le "paquet d'économies" contre lequel est lancé un référendum que nous soutenons). Ils proposaient aux travailleurs et aux employés de capituler volontairement, ayant même d'avoir tenté de se défendre contre l'offensive de la bourgeoisie capitaliste. Cette politique, qui n'est rien d'autre que le fruit amer de la collaboration avec le patronat, et qui se situe dans une optique purement parlementaire, a conduit les dirigeants du PSS et de l'USS dans une impasse ; les travailleurs et les employés ont refusé de les y suivre. C'est donc qu'il faut leur présenter d'urgence une autre politique.

Nous appelons le PSS et les syndicats à tirer les conséquences de la situation et à modifier complètement leur politique. Nous appelons tous les travailleurs et toutes les organisations de gauche à faire front collectivement à toutes les tentatives de démontage social de la bourgeoisie :

- * Défendons solidement les salaires des employés fédéraux (ce qui n'empêche pas une réduction de traitement des catégories de fonctionnaires les plus élevées),
- * Luttons ensemble contre les privilèges fiscaux, contre la fuite des capitaux, contre la sous-enchère fiscale qui profite aux capitalistes et à leurs entreprises.

L'unité dans le soutien à l'initiative populaire du PSS pour un impôt sur la richesse nous permettrait déjà de faire un pas dans cette direction. Mais pour expliquer qu'il existe une possibilité de ne pas tomber dans le panneau du chantage au démontage social, nous avançons des solutions alternatives immédiates :

- * La réduction du budget militaire,
- * La suppression de toute forme d'exemption de l'impôt anticipé, notamment pour les emprunts étrangers, si pratiques pour tous ceux qui ont intérêt à dissimuler leur fortune;
- * La réduction des subventions fédérales qui accordent de scandaleux privilèges fiscaux aux capitalistes privés et à leurs entreprises;
- * L'introduction d'un impôt fédéral de succession (héritages)
- * La création de taxes élevées sur le chiffre d'affaires des bourses (plusieurs centaines de milliards);
- * Etc... (pour ne citer que quelques-unes des alternatives urgentes qui pourraient être mises en vigueur.

Nous savons qu'il n'est pas aisé en Suisse de réaliser de tels postulats. Mais il semble que les obstacles se situent plus au niveau des directions du PSS et des syndicats qu'au niveau du vote. En effet, si l'on se souvient que l'Alliance des Indépendants avait récolté l'année passée 42 o/o des voix pour une initiative qui s'en prenait à la concurrence que se livrent les cantons en distribuant de nombreux privilèges fiscaux, alors on peut imaginer sans peine qu'un front commun des organisations du mouvement ouvrier aurait des chances de succès au moins partiel. Pour y arriver, c'est d'un tel front commun que les travailleurs ont besoin, et non pas du large "rassemblement" des notables du PSS aux côtés des laquais du capital...

Du reste, les impôts ne sont pas le seul terrain où l'offensive capitaliste doit être stoppée. L'escroquerie du 2ème pilier revient au premier plan. En effet, les cotisations aux caisses de pension, le jour où elles seraient obligatoires, représenteraient un montant d'environ 6 milliards de francs annuels; or, les rentes du 1er pilier (AVS-AI) sont parmi les premières victimes des réductions prévues dans les "mesures d'économie" que la majorité parlementaire va sans doute accentuer encore. L'élévation des cotisations individuelles devra alors compenser ces réductions de subvention. Au total, l'élévation des cotisations prélevées sur les salaires pour l'assurance-vieillesse sera considérable. Par contre, si les cotisations des travailleurs étaient entièrement drainées dans le 1er pilier de l'AVS-AI uniquement, celui-ci remplirait à lui seul le rôle d'une assurance-vieillesse complète, assurant des rentes plus élevées qu'avec le système des 2 piliers. En outre, le montant des cotisations des salariés pourrait être allégé d'autant si l'on envisage que des cotisations sur les revenus du capital pourraient être perçues en faveur des rentiers AVS et des invalides.

Tels sont quelques-uns des points qu'il est nécessaire d'aborder sans tarder dans toutes les réunions, dans toutes les discussions à l'intérieur du mouvement ouvrier, en vue de passer à l'action tous ensemble. Nous sommes prêts quant à nous à réaliser l'unité sur ces objectifs, nous sommes prêts à consacrer toute notre énergie dans ce sens. Nous appelons tous les militants du mouvement ouvrier à en faire de même.

12 juin 1977

G.K.

VPOD-Genève de la TVA à la démocratie syndicale

Contre les menaces du Comité fédératif, la VPOD-Genève prend position contre la TVA

La TVA est un impôt défavorisant les travailleurs et ne pas se battre contre son introduction revient à laisser à l'Etat et aux patrons les mains libres pour puiser à volonté dans nos revenus pour financer sa politique. Consciente de cela, la section VPOD-Genève a décidé au cours d'une assemblée générale le 26 mai de maintenir son refus de la TVA malgré les pressions bureaucratiques exercées sur elle par les autorités de la fédération VPOD et de l'USS.

L'Assemblée statutaire d'avril 1977 s'était prononcée contre la TVA et pour la publication de sa prose de position dans le journal du syndicat : Services Publics. Fin avril Walter Rentschler, secrétaire dirigeant de la VPOD refusait de publier la position des genevois et menaçait ceux-ci du tribunal arbitral de la Fédération pour opposition à une décision des instances centrales. Il existe en effet des statuts autorisant la commission syndicale à prendre des positions contraignantes en la matière. Or la décision de la fédération de soutenir la TVA a été prise sans que la base syndicale soit consultée !

La section VPOD-Genève a malgré tout décidé de refuser le diktat bureaucratique de la fédération et de se battre aussi bien contre la TVA que pour la démocratisation de la vie syndicale au sein de la VPOD. En préparation du comité fédératif, la section de Genève a lancé un appel à plusieurs sections locales pour insister sur la nécessité de s'opposer à la TVA et dénoncer le comportement de la fédération. Des réponses de solidarité ont été envoyées de Lausanne, la Chaux-de-Fonds et Zurich.

Cette situation à l'intérieur de la VPOD exprime certes le refus de la TVA au sein de larges couches de travailleurs, mais elle montre aussi la volonté de ceux-ci de faire du syndicat un outil de défense de leurs intérêts, en luttant pour sa démocratisation. Déjà au congrès fédératif de juin, près de la moitié des délégués avaient demandé qu'avant toute prise de position d'importance, un large débat à la base soit organisé dans les sections. La direction de la VPOD a passé outre car il lui aurait été difficile d'obtenir une majorité sur le mot d'ordre de vote de l'USS. Pour s'opposer à ces manœuvres bureaucratiques de nos délégués dans les instances directrices, il ne faut plus que nous les éliminons comme à présent avec un chèque en blanc pour plusieurs années. La démocratisation passe par le droit des travailleurs à révoquer leurs délégués et les instances directrices, à n'importe quel moment s'ils considèrent que ceux-ci accomplissent mal les fonctions pour lesquelles ils ont été élus.

correspondant Genève, 25. 5. 1977

Tracts de solidarité dans une agence de voyage polonaise

A 17 heures le 6 juin, des militants du Comité genevois de solidarité avec les opposants des pays de l'Est faisaient irruption au siège de la compagnie aérienne polonaise LOT, déroulaient une banderole et distribuaient un tract aux passants (ci-dessous). Une heure plus tard, l'occupation symbolique se terminait, sans incidents. Cette action des militants du Comité (com-

posé entre autres de militants des Jeunesses Socialistes et de la LMR, etc.) voulait surtout attirer l'attention du mouvement ouvrier sur la nécessité de développer une activité réelle de soutien aux ouvriers et intellectuels qui se battent en Pologne pour la démocratie socialiste.

Il y a un an, les ouvriers polonais faisaient reculer le pouvoir...

En juin 1976, les ouvriers polonais d'Ursus et de Radom cessent le travail et manifestent violemment contre une très brutale augmentation des prix décidée par le gouvernement... En 24 heures, devant une pareille épreuve de force, le pouvoir doit céder, les augmentations sont suspendues. Cependant, une vigoureuse opération policière se prépare

en coulisses : arrestations et licenciements se multiplient parmi les ouvriers.

Le Comité de défense des ouvriers polonais, contre la répression...

Contre cette vague de répression anti-ouvrière, de nombreux intellectuels se rassemblent dans le C.D.O.P., organe qui anime des campagnes de solidarité — y compris financières — en faveur des travailleurs arrêtés ou licenciés. Le C.D.O.P. place son

combat dans la même optique que la CHARTE 77 en Tchécoslovaquie ou le groupe de Paul Goma en Roumanie : si la tâche de l'heure est avant tout la défense des ouvriers, le C.D.O.P. milite à plus long terme pour le plein exercice des droits démocratiques, reconnus par la Constitution, en Pologne.

Très rapidement, le Gouvernement et la police harcèlent le C.D.O.P. Les interrogatoires, les manœuvres d'intimidation et les arres-



tations se succèdent.

Cependant, le C.D.O.P. répond du tac au tac à la répression. L'assassinat de Pyjas entraîne une manifestation de 5 000 personnes à Cracovie, alors que 11 membres du Comité font une grève de la faim dans une église de Varsovie.

Solidaires du C.D.O.P., nous exigeons la libération de Karen et de ses camarades ainsi que de toutes les personnes arrêtées à la suite des grèves de juin 1976, la réintégration des travailleurs licenciés et le jugement de toute personne responsable de sévices.

Sous le signe d'une demi victoire : Le Congrès de la FST

Un peu moins des deux tiers des typographes suisses ont accepté lors d'une votation à la base les résultats du "compromis" auquel ont abouti les négociations contractuelles entre la FST et les patrons imprimeurs de la SSMI. Le "médiateur", sous l'autorité duquel étaient placées ces négociations avait ainsi obtenu une reculade des négociateurs syndicaux, mandatés par la base pour obtenir les 40 heures et l'intégration des auxiliaires au contrat collectif des typos en deux ans : le "compromis" les prévoyant en 3 ans. Sous la menace de mesures de lutte que le Comité central de la FST se déclarait prêt à déclencher, l'assemblée des délégués des patrons imprimeurs finissait par se rallier à ce "compromis" qui ne représente pour les typos qu'un gain d'un an sur les dernières propositions patronales. Au cours de la votation finale des typos, plusieurs sections ont néanmoins exprimé leur combativité en refusant ce "compromis" boiteux : Genève à une écrasante majorité, Zurich à une majorité de quelques voix, et le Tessin.

Trois ans pour réaliser des revendications aussi élémentaires dans la défense des postes de travail en pleine période de "restructuration" de l'industrie graphique, ce n'est certes pas une garantie suffisante. Et le récent Congrès de la FST qui s'est déroulé à Lausanne les 3 et 4 juin ne pouvait pas manquer de faire le bilan sur la manière dont la bataille contractuelle a été menée. Ainsi, de nombreuses propositions de modification des statuts avaient été préparées lors de nombreuses assemblées à la base dans les sections, tout particulièrement à Genève, Lausanne et Zurich.

Nous reviendrons plus en détail sur les modifications apportées aux statuts. Signalons pour l'instant que les demandes des sections de Genève et Lausanne d'accroître la compétence des sections pour déclencher des mesures de lutte (grèves, débrayages) ont été repoussées (il fallait cependant une majorité des 2/3), alors qu'une modification demandant que la commission tarifaire chargée des négociations "ne peut revenir sur les décisions prises par l'assemblée des délégués sans consultation des membres" a été, elle, acceptée. Cette clause aurait ainsi empêché la commission d'accepter d'emblée la proposition du "médiateur" lors des récentes négociations... Une autre modification importante a été acceptée : elle oblige l'organe faïtier de la fédération à soutenir les luttes des sections à deux conditions toutefois : que 60 o/o des membres y participent, et que les revendications ne soient pas différentes des revendications contractuelles de l'ensemble de la FST.

Union Suisse des Lithographes : menaces de grève

L'USL a mené parallèlement à la FST des négociations contractuelles, sans toutefois procéder à aucune mobilisation de la base. La comparaison est tout à l'avantage de la FST qui, malgré l'attachement de ses dirigeants centraux à la paix du travail, a tout de même connu les grèves de Genève et Lausanne, et un vote de plus de 90 o/o des typos pour des mesures de lutte. L'USL est aujourd'hui en posture difficile : après avoir accepté les revendications patronales que les typos ont réussi à repousser (40 h. échelonnées sur 4 ans et horaire flexible selon les commandes), ce sont les patrons qui reviennent en arrière ! Ils prétendent ainsi récupérer sur le dos des lithos le peu qu'ils ont dû concéder aux typos. L'USL a réagi en lançant un préavis de grève.

9. 6. 1977, F. G.

SOCIAL

Congrès des cheminots : VERS UNE GREVE PRESSION ?

Les CFF et plus généralement les transports publics sont en butte à de grosses difficultés que traduisent leurs déficits financiers croissants. Après 20 ans de gestion équilibrée, les CFF sont entrés dans une période de chiffres rouges¹. C'est là l'expression de la crise très profonde que connaît tout l'appareil de transport en Suisse après un développement aussi prodigieux qu'anarchique au cours de ces trente dernières années. Les premiers à en faire les frais, ce sont les travailleurs, ceux des chemins de fer, dont les conditions de travail ne cessent d'empirer et les travailleurs-usagers, auxquels les entreprises ne remboursent par les frais d'abonnement et leur augmentation...

(1) Le déficit financier a passé de 92,6 millions de francs en 1973 à 707,6 millions en 1976 sous l'effet combiné de la récession économique et des carences structurelles accumulées (et trop longtemps dissimulées par la haute conjoncture).

Le 59ème Congrès

Dans l'article ci-contre, nous avons décrit l'arrière-plan du 59ème Congrès des cheminots (SEV)¹, qui s'est tenu à Lugano du 24 au 26 mai 1977 en présence de 493 délégués représentant 58 514 membres. Cet arrière-plan explique pourquoi l'attitude syndicale face aux finances fédérales et la politique à développer pour assurer l'avenir des transports et plus particulièrement des chemins de fer ont été au centre des débats.

Des illusions sur l'Etat...

En matière de finances fédérales, les délégués se sont prononcés à une écrasante majorité pour le oui le 12 juin, en voyant là la seule possibilité de donner à la Confédération les moyens nécessaires pour faire face à ses obligations envers les chemins de fer. Malheureusement, la courageuse intervention d'un délégué de la section VPT de Lausanne qui a demandé que la SEV ne cède pas au chantage des caisses vides, mais se batte pour que l'Etat aille chercher l'argent nécessaire aux chemins de fer non pas dans les poches des travailleurs, mais dans celles de fraudeurs fiscaux et de tous les profiteurs du système n'a trouvé qu'un écho limité !

La proposition d'un délégué recommandant que la SEV participe au referendum contre le plan financier voté récemment par le Parlement, celui-ci prévoyant des coupes importantes sur les dépenses destinées aux chemins de fer, n'a pas eu plus de succès.

... à la distribution de dépliant publicitaires pour les CFF

A ce sujet, c'est le président de la SEV W. Meier qui a donné le ton. Il a consacré l'essentiel de son exposé sur les affaires syndicales à justifier et à défendre la politique actuelle de la direction des CFF et ses propositions en ce qui concerne la conception du rôle que les chemins de fer devraient avoir à l'avenir, à justifier et à vanter son activité au sein du Conseil d'administration des CFF et au sein de la CGST³. En ce qui concerne les orientations prises par cette dernière — qui doit remettre son rapport final au Conseil fédéral pour la fin de cette année — W. Meier s'est dit optimiste. Un optimisme que les cheminots partageraient volontiers, s'ils ne savaient pas que les intérêts de la route sont beaucoup plus fortement représentés en son sein que ceux des transports publics.

S'alignant à peu de choses près sur la politique de la direction des CFF, logiquement le président de la SEV n'a plus eu un seul mot à dire sur quel type de réponse syndicale développer face aux mesures d'économie et de rationalisation qui sont adoptées systématiquement aux frais du personnel. Pourtant, c'est bien là la principale question que les cheminots se posent.

fait d'activité syndicale W. Meier n'a pu que se réduire à proposer... de distribuer des dépliant publicitaires à la population suisse en lui expliquant les avantages des chemins de fer !

Cette orientation n'a pas été contestée fondamentalement par les délégués. Comme tous les autres travailleurs, les cheminots sont acculés sur la défensive. Malgré les coups que nombre d'entre eux ont déjà subi depuis l'avènement de la récession, ils ont une très grande difficulté à se détacher de leur passé de "collaboration paisible" avec leur "employeur". Bien loin de les diriger vers une telle rupture, la direction syndicale s'enfonce de plus en plus dans sa politique de collaboration, non sans créer un malaise croissant dans la base syndicale. Il est permis d'interpréter

dans ce sens l'acceptation à une large majorité par le Congrès d'une proposition de la sous-fédération des ouvriers APV mandatant les organes directeurs de la fédération d'examiner par quels moyens démontrer le plus clairement possible au peuple et aux autorités le rôle irremplaçable des chemins de fer et la volonté des cheminots de le défendre, en incluant dans les moyens possibles

- * un arrêt de 48 heures des chemins de fer,
- * des manifestations publiques,
- * le lancement d'un referendum contre les arrêtés fédéraux qui compromettent l'existence des chemins de fer, etc...

L'acceptation de cette proposition est d'autant plus significative qu'elle a été obtenue contre l'avis de la direction syndicale en ce qui concerne le lancement éventuel d'une grève. Certes, il ne faut pas se faire beaucoup d'illusions sur la volonté de cette dernière de la concrétiser, compte tenu également du fait qu'elle n'y sera pas poussée par une opposition même embryonnairement organisée (l'actuelle direction syndicale a été réélue à la quasi unanimité). Toutefois, le vote de cette proposition atteste que le ras-le-bol est en train de pénétrer peu à peu les rangs syndicaux. Pour les militants syndicaux combattifs, le climat est d'une certaine manière plus favorable pour développer les premiers éléments d'une politique alternative à opposer à celle de la collaboration extrême pratiquée par les dirigeants syndicaux actuels. Dans les années à venir, l'existence des chemins de fer et partant celle des cheminots est en jeu. Il n'y a pas de temps à perdre...

G. S.

1) SEV : Fédération suisse des cheminots (Schweizerischer Eisenbahner-Verband).

2) CGST : Commission fédérale pour une conception globale des transports



Déficit des CFF = subventions aux capitalistes

L'attaque de l'Etat bourgeois aux conditions de travail et au niveau de vie des travailleurs du secteur public, sous couvert de politique d'économie, trouve chez les cheminots une illustration saisissante.

En effet, toutes les mesures de "rationalisation" inspirées par la politique d'économie se font sur le dos du personnel, dont les charges salariales représentent le 60 o/o des dépenses totales des chemins de fer.

Ainsi, de nombreuses gares ont été supprimées ou transformées en haltes à distributeurs automatiques.

Ainsi, la diminution des postes de travail (sur un total de 40 000 environ) est de 2 070 de 1974 à 1976, soit 5,1 o/o. "Il suffit pour le moment de renoncer le plus possible à combler les vides laissés par les départs naturels, mais, au-delà, des licenciements seraient inévitables"¹. Que jusqu'ici les départs soient "naturels" ou non, cela ne change rien au résultat : les cheminots se retrouvent toujours moins pour effectuer un travail semblable. Cela signifie en premier lieu augmentation des rythmes de travail, de la fatigue, mais aussi baisse des conditions de sécurité. Que l'on compare en effet.

De 1975 à 1977, la somme des charges a augmenté de 210,3 millions. Un quart seulement de cette augmentation est dû aux "dépenses de personnel" (+ 54,8 mio), alors que l'augmentation des "frais financiers", c'est-à-dire de la masse des intérêts payés, est de 23,6 o/o (+ 66,2 mio) et celle des dites "dépenses de choses" (achat de matériel) est de 10 o/o (+ 50 mio)².

L'augmentation de l'intensité du travail ressort des chiffres partiels suivants : de 1975 à 1976, le personnel est resté quasi stable (40 627 contre 40 867 en 76). Par contre, en 1976, le volume du trafic de marchandises a augmenté de 11,7 o/o par rapport à 1975. Le volume du trafic des voyageurs est resté stable (- 1,1 o/o). Ces 11,7 o/o d'augmentation du volume du trafic des marchandises ont été entièrement supportés par les travailleurs ! Dans le même temps, cette augmentation n'a pas réduit le déficit des CFF, malgré la hausse des tarifs voyageurs, car "d'importantes concessions ont été accordées sur les tarifs marchandises"³. En clair, les CFF ont accordé d'importantes réductions de prix aux capitalistes (plus de 10 o/o), pendant qu'ils faisaient passer à la caisse les travailleurs-usagers (augmentation des tarifs)

et les travailleurs des CFF (augmentation des cadences). Tel est le résultat de la gestion de cette entreprise nationalisée "non rentable" dans le cadre du système capitaliste. Le déficit des CFF couvert par la Confédération, n'est rien d'autre qu'une forme d'une subvention de l'Etat aux capitalistes suisses (et internationaux pour le trafic de transit).

On mesure alors l'absurdité de demander, comme le font les dirigeants du syndicat des cheminots (SEV) d'accepter la TVA pour que l'Etat puisse continuer à subventionner Messieurs les capitalistes ! Il n'est donc pas de meilleure illustration de l'anarchie du système capitaliste en matière de transports, et de la nécessité de son remplacement par une planification démocratique d'un système de transport socialisé.

F. G.

1) Rapport annuel du Conseil d'administration des CFF présenté au Conseil fédéral à l'appui du budget 1977.

2) Par conséquent, en 2 ans, la part des "dépenses de personnel" (y compris chefs de service, directeurs, etc.) aura passé de près de 64 o/o à 61 o/o, alors que tous les autres postes sont en augmentation, les frais financiers passant de 9,5 o/o à 11 o/o des charges totales.

3) SDES, bulletin patronal, 30. 11. 76.

Convention horlogère : démontage à long terme

une capitulation

La conférence des délégués FTMH de l'horlogerie réunie le 14 mai dernier à Neuchâtel acceptait par 108 voix sur 130 le "paquet" négocié par Tschumi (président de la FTMH) et par les membres de la commission de négociation. Les associations patronales avaient déjà approuvé la nouvelle convention 4 jours auparavant. Pour le secrétaire de la FTMH "la conférence a répondu aux espoirs que l'ensemble des travailleurs de la branche fondait en elle" ... bien que "jamais la convention horlogère n'aura été discutée dans des circonstances aussi difficiles". Voilà comment le secrétaire de la FTMH justifie la peau de chagrin obtenue durant ces négociations qui ont duré plus de 2 années. Et pourtant, Tschumi se garde bien de dire que la plupart des grandes entreprises horlogères remontent la pente. Certes, nous ne devons pas surestimer cette reprise, d'autant plus que les mesures de restructuration vont se poursuivre et que plusieurs milliers de postes de travail seront encore supprimés ces prochaines années. Mais il est significatif que les fonctionnaires de la FTMH préfèrent passer sous silence le plus possible cette légère relance économique dans l'horlogerie pour faire croire qu'ils ont obtenu le maximum et que les résultats de la nouvelle convention ont nécessité de leur part de très grands efforts. Une façon de se rendre indispensable... aux yeux des travailleurs !

Quand la direction étouffe la voix de la base...

L'enjeu de la convention horlogère était d'une grande importance. Tout d'abord, pour le patronat horloger, il s'agissait de s'assurer la collaboration du principal syndicat de la branche pour mener à bien comme par le passé, ses projets de restructuration. Les documents de l'OFIAMT et celui du tribunal arbitral horloger exprimaient l'année passée les intentions patronales de supprimer encore 10 à 15 000 emplois ces prochaines années; la moitié des patrons horlogers considérait une implantation à l'étranger comme probable; l'augmentation de la productivité était estimée annuellement à 10 et même 15 o/o pour les montres mécaniques, à 15 o/o et même 25 o/o pour l'électronique. C'est pour mener cette politique que le patronat a concédé sans réticence une diminution d'une heure de travail par semaine, en échange d'un renforcement de la collaboration de classe. Pour le patronat le "bon déroulement" de ces négociations fut une "victoire" après qu'il a infligé aux travailleurs des attaques si dures sur l'emploi, les salaires et les cadences. Pour faire aboutir son projet de convention, la bureaucratie syndicale devait limiter au maximum les pressions que la base aurait pu exercer sur elle. Car la combativité qui s'était exprimée au sein même de cette base en 1970 lors de la dernière échéance conventionnelle, ou en 1972 lors de l'application d'un réajustement de salaire, pouvait à nouveau se marquer et ainsi ne pas laisser passer le renouvellement de la convention comme une lettre à la poste.

Tous les moyens furent utilisés pour faire taire les travailleurs syndiqués combattifs : c'est en moins de 3 semaines que tout fut réglé. Dans presque toutes les sections les membres du syndicat ont pris connaissance du

projet de convention au cours de l'assemblée même où ils devaient se prononcer, aucun article de la "Lutte syndicale" (organe de la FTMH) ne mentionna une seule fois les négociations en cours, le plus grand secret fut gardé pour au moins éviter que la base ne s'intéresse à ce qui se passe. D'ailleurs l'ancienne convention fut reconduite deux années consécutives sans aucune consultation de la base. Jamais le désintéret de la base ne fut aussi grand depuis plusieurs années. Dans les assemblées de section, la participation fut misérable, 60 personnes à Neuchâtel, 80 dans le Vallon de St-Ymier sur plus de 2 000 membres, 9 à Fontainemelon, moins de 100 personnes à la Chaux-de-Fonds et dans le Jura, à Bienne ce sont seulement 73 "délégués" d'entreprise sur plus de trois mille membres qui se sont exprimés. Remarquons que dans cette section, la moitié de ces délégués refusa de voter pour exprimer son désaccord sur ce fonctionnement non démocratique... Pour parfaire ce blocage du débat, la bureaucratie demanda aux travailleurs de voter en bloc l'ensemble de la convention, "Si on change un élément, il faut revoir l'ensemble", voilà comment Tschumi fit passer ce chantage.

Cette convention a aussi servi de thermomètre au patronat de la métallurgie; dans ce secteur on va renouveler la convention en 1978, des négociations officielles sont en préparation. La politique de la bureaucratie (tant vis-à-vis de la base que vis-à-vis du patronat) qui vient de se concrétiser dans l'horlogerie porte déjà ses "fruits" : le 4 mai dernier l'assemblée fédérative de la métallurgie exprimait déjà son espoir de retrouver l'esprit de 1937, "dans le fond on voudrait retrouver l'esprit de 1937 : respect mutuel des partenaires". (Lutte Syndicale, 18 mai 1977).

Une collaboration de classe encore plus profonde

On peut affirmer que cette convention renforce

les institutions de la paix du travail. Premièrement, le pa-



Comme si Bulova n'avait pas montré une autre voie...

tronat et la bureaucratie ont mis en place des médiateurs qui, "pour prévenir ou régler un conflit collectif" devraient intervenir avant le tribunal arbitral pour régler ces litiges. Ces médiateurs sont plus à même d'encadrer les travailleurs que le tribunal arbitral qui reste quelque chose d'anonyme. Par contre les médiateurs qui seront nommés par région vont intervenir avec la même "autorité" que Meylan lors de la grève de Bulova : "votez oui à l'accord que je vous présente, ou vous aurez affaire à la police" (en substance).

Dans cette même logique nous avons déjà signalé dans la dernière brèche l'article 15 de la convention qui rend passible d'une peine conventionnelle les membres de la FTMH qui commettraient une "infraction à la présente convention". Une amende de 50.- à 500.- fr. est prévue... Une telle amende pourrait s'appliquer par exemple aux travailleurs qui s'opposeraient d'une manière ou d'une autre à l'article 11 de la "Réglementation générale des conditions de travail" qui stipule : "Les parties contractantes ne s'opposent donc pas aux mesures raisonnables prises pour maintenir ou accroître la productivité". Jamais la FTMH n'a été si loin dans sa politique de collaboration. UN PAS NOUVEAU a été franchi. Non seulement la direction de la FTMH reconnaît conventionnellement le droit aux patrons de licencier, de restructurer, d'aug-

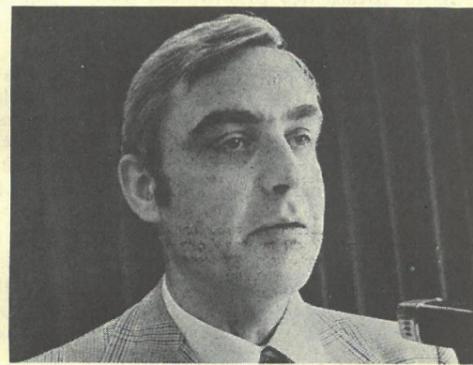
menter les cadences au nom du maintien ou de l'accroissement de la productivité. Mais la FTMH étend sa politique de collaboration au niveau politique en donnant en commun avec les associations patronales un coup de poignard dans le dos de l'initiative de l'USS pour l'introduction de la semaine de 40 heures, initiative pourtant plus que timide et "raisonnable". L'article 1 de cette Réglementation générale des conditions de travail déclare en effet : "La Convention patronale de l'industrie horlogère et la FTMH expriment, par le présent accord, leur volonté de régler, comme par le passé, le problème de la durée du travail dans le cadre de la convention collective du 1er octobre 1977". Une façon implicite mais claire pour la FTMH de refuser l'inscription dans la loi de la semaine de 40 heures et de se distancer ainsi de l'initiative de l'USS. Sur la question des allocations familiales également la FTMH se met d'accord avec le patronat pour refuser toute inscription légale ou toute amélioration dans la loi de ces allocations : "Les signataires du présent accord s'engagent à ne pas lancer une initiative provenant de milieux tiers, à moins d'entente préalable entre eux" (!). Non content de vouloir lier les mains aux travailleurs au niveau syndical et de l'entreprise, bureaucratie syndicale et patrons s'entendent pour empêcher que ne s'expriment des cassures au niveau politique. Ils définissent entre eux les conditions et les ré-

gles du jeu politique pour empêcher un certain nombre d'affrontements entre travailleurs et patronat au niveau institutionnel.

Cette convention horlogère se veut donc un instrument qui vise principalement à désamorcer tout conflit entre le Capital et le Travail. Elle est un fruit direct de la paix du travail et de toute l'idéologie qui la soutient, c'est-à-dire la négation de toute opposition fondamentale entre classe ouvrière et bourgeoisie. En parachevant et en affinant les institutions juridiques de la paix du travail, la nouvelle convention met en même temps le doigt sur un aspect essentiel de la collaboration de classes en Suisse, la col-

laboration politique pour empêcher un certain nombre d'affrontements entre travailleurs et patronat au niveau institutionnel.

L'application du système de réajustement de salaire, la réelle introduction des 42 heures en 1979 (alors que les fonctionnaires syndicaux la font dépendre de la "situation économique") sans baisse de salaire et augmentation des rythmes de travail, et l'introduction des 40 heures, la mensualisation pour tous et toutes, les 4 semaines de vacances, autant de revendications "matérielles" qui ne sont pas du tout assurées par la nouvelle convention.



Gilbert Tschumi face aux délégués de l'horlogerie : à prendre ou à laisser...

laboration politique du mouvement ouvrier à l'Etat et à sa politique. Cette collaboration est un des prolongements essentiels de la paix sociale. Le Parti Socialiste qui dans les différents cantons horlogers (Neuchâtel, Berne, Jura, Soleure) participe aux exécutifs cantonaux est le porteur de cette politique. Faire sauter ces verrous tant au niveau syndical que politique implique d'une part de réactiver par tous les moyens la base syndicale et les travailleurs de l'horlogerie, de développer les regroupements de travailleurs réunissant des ouvriers et ouvrières FTMH, FCOM, de tous les courants politiques et inorganisés pour créer des noyaux actifs, combattifs, défendant de manière intransigeante les intérêts ouvriers et cela implique d'autre part de construire

Dans l'éditorial du 18 mai de la "Lutte Syndicale", Tschumi dit que "l'on peut espérer" que les revendications d'ordre matériel encore en suspens (!) pourront être satisfaites pendant la durée de la convention. Les travailleurs actifs de l'horlogerie savent par expérience que l'"espoir" manifesté par ce fonctionnaire syndical, membre du conseil d'administration de l'ASUAG où il représente l'Etat, ne signifie rien. A moins qu'eux-mêmes prennent en charge de défendre ces revendications sur leur lieu de travail et au niveau syndical. A moins que, dans la région horlogère et en Suisse dans d'autres branches également ne se développe une politique alternative à celle des directions syndicales et du Parti socialiste.

S. V.

CREDIT SUISSE, occupation symbolique

Une quinzaine de militants de la LMR ont manifesté mardi 7 juin dans le hall central du Crédit Suisse de Genève. Ils ont distribué aux employés de banque et à l'extérieur le tract suivant :

**Les milliards sont là
NON à la TVA !**

«A quelques jours de la votation sur la T.V.A., nous manifestons ici, dans le CREDIT SUISSE, pour rappeler ce qui suit :

* près d'un milliard s'est "envolé" dans le scandale de Chiasso. Aussitôt, les grandes banques et M. Chevallaz, qui prétendent que la Confédération n'a "pas d'autre moyen" que la TVA pour trouver des ressources, ont offert au Crédit Suisse une aide de 3 milliards !

**EXACTEMENT CE QUE
DEVRAIT RAPPORTER
LA TVA !**

* le Crédit Suisse a refusé ce soutien, annonçant qu'il avait les réserves. Cela n'étonne pas : en 1976, les 3 grandes banques ont déclaré des bénéfices nets de 661 millions (+ 13,5 o/o) et on sait que les bénéficiaires réels sont de 1,5 à 3 fois supérieurs.

* plus de 19 milliards (chiffre record) ont été investis à l'étranger en 1976 par les capitalistes suisses, mais la TVA ne frappera pas les

exportations ! Parmi ces milliards figure l'argent "sale" ou douteux lavé dans le secret des comptes à numéros puis réinvesti dans le monde entier. Il est d'ailleurs prouvé que les banques suisses sont les principaux supports de la fraude fiscale.

Qu'on prenne donc l'argent où il se trouve ! Par un fort impôt sur les hauts revenus, taxant à 100 o/o la part des salaires au-dessus de 100 000 francs ! Par une imposition forte et uniforme dans toute la Suisse sur la richesse ! »

Une grande banderole était déployée portant : "annulons le vol de la TVA, banques et patrons peuvent payer". Les gardiens qui voulaient d'abord "appeler la police" ont finalement renoncé. Le personnel comme les passants ont réagi positivement ("elle est bonne celle-là"). Le sens de la manifestation était aussi de montrer que les organisations ouvrières n'ont pas à rester sur la défensive face aux banques (dont elles ont toujours renoncé à organiser le personnel, par respect du système bancaire), mais au contraire à dévoiler ouvertement les secrets de la fraude fiscale, des bénéfices, etc... pour encourager le personnel des banques à s'organiser indépendamment de leurs patrons.



Euskadi: jamais depuis la guerre civile

Les journées sanglantes

Jamais depuis la guerre civile les forces de l'ordre n'ont pareillement sévi en Euzkadi (Pays Basque) comme durant les journées de la mi-mai. Rien de comparable dans un passé récent : pas même la répression de la manifestation pour protester contre le procès de Burgos en 1970, celle contre les 5 exécutions de septembre 1975. "Grises" 1) et Garde civile d'ouvrir le feu "une" fois comme à Vitoria en mars 1976. Non, elles ont ouvert le feu 20, 30 fois. 5 morts et plusieurs centaines de blessés (beaucoup gravement), tel est le tragique bilan de la semaine de lutte du 12 au 17 mai durant laquelle le peuple basque a lutté pour l'amnistie totale des prisonniers politiques.

Jamais depuis la guerre civile le peuple basque n'était descendu aussi massivement, aussi consciemment dans la rue et sur les barricades, bien que son expérience soit déjà vaste, puisqu'elle compte pas moins de 14 grèves générales. Mais à l'approche des élections, travailleurs, ménagères, jeunes, paysans et petits artisans basques se devaient de ne pas laisser les militants du mouvement ouvrier et nationaliste basque en prison ou en exil.

Tout a commencé le jeudi 12 mai. Au terme de deux semaines ininterrompues de mobilisations, de réunions et de fêtes locales pour accueillir les prisonniers libérés, 17 organisations politiques et syndicales appelaient à une journée nationale de lutte. Massivement suivi en Guipuzcoa, cet appel l'était moins en Vizcaya, Alava et Navarre.

Dans plusieurs villes et villages, des barricades étaient érigées. Dans la petite ville industrielle de Renteria, les policiers perdirent les nerfs : "Ne tirez pas en l'air, visez la tête !", criaient-ils. Ils atteignirent effectivement un visage : celui du vieux Rafael Gomez Jauregui, 78 ans. 2)

A partir de cet instant, les événements allaient se précipiter. La grève générale était annoncée pour le lendemain dans les quatre provinces. A Bilbao, 62 candidats aux élections s'enfermèrent dans une église. Seuls partis non présents : les fascistes, l'Alliance Populaire, le Centre et le Parti Nationaliste Basque (PNV). Ce vendredi-là également, les forces de répression intervinrent avec une brutalité inouïe. En Navarre, deux militants y laissèrent leur vie. Le récit de l'assassinat d'un militant de longue date des Commissions Ouvrières, José-Luis Cano, par un sous-officier dans un bar, fit l'effet d'un détonateur.

Durant tout le week-end manifestations et barricades se poursuivirent; la répression aussi, qui fit deux nouvelles victimes. A Baracaldo, dans la banlieue de Bilbao, un autre militant des Commissions Ouvrières, Manuel Fuentes Mesa, 30 ans, fut abattu par les "forces de l'ordre". Les camarades de Manuel sont encore en train de ce moment de faire grève dans l'usine "Pradera Hermanos" pour l'amnistie. A Pampelune, c'est Luis Santamaria Miguelarena, âgé de 72 ans, qui succomba à un choc : il observa les manifestations du haut de son balcon, ce qui semble-t-il n'était pas du goût d'un Garde civil; il visa en pleine poitrine.

Le lundi, ils étaient 700 000 en grève, pour la quinzième fois en 29 mois. A Pampelune et dans d'autres villes, la grève se poursuivait encore le mardi.

700 000 "aventuriers" ?

A l'intérieur de la classe ouvrière de l'ensemble de l'Etat espagnol, un fort courant de sympathie et de solidarité se développait. A Madrid et à Barcelone, on a pu assister à d'assez importants mouvements de grève — et durant toute la semaine, les journaux débordaient d'annonces mortuaires en signe de solidarité et de deuil, signées par le personnel d'innombrables entreprises et de toutes les régions.



Barricades et interventions policières au Pays Basque : de grèves générales en manifestations pour l'amnistie jusqu'au 15 juin, la classe ouvrière basque n'a pas laissé de répit à Suarez.

Il suffisait qu'il le veuille, pour que le mouvement ouvrier obtienne ainsi l'amnistie complète dans les plus brefs délais. Même des candidats du parti du Centre appelaient déjà leur chef, le Premier ministre Suarez, à décréter cette amnistie ! Il n'aurait vraiment pas fallu beaucoup de pression. Malgré cela le PCE a dit non. Préférant la maintien de "l'ordre et de la tranquillité" à l'obtention de toutes les libertés pour le mouvement ouvrier, le PCE a mis toutes ses ressources pour éviter les grèves de solidarité.

Camacho, le chef de file de la "gauche" du PCE, a déclaré qu'il serait "aventuriste" de déclencher une grève générale juste avant les élections. Doit-on interpréter que 700 000 travailleurs basques sont des "aventuristes" ?

La majorité des Commissions Ouvrières d'Euzkadi (seule région de l'Etat espagnol où le PCE est en minorité face au "Corrente Unitaria", le "courant unitaire" de la LCR trotskyste et du MC) ne s'en est pas laissé conter. Réagissant très fermement, elle demandait la démission de Camacho (dirigeant national des Commissions Ouvrières) et le traitait pour la première fois de "traître"... La majorité des Commissions Ouvrières d'Euzkadi reprochait ainsi au PCE d'utiliser ce syndicat pour sa campagne électorale — ce qui ne pouvait que lui porter préjudice. D'ailleurs, depuis que le PCE cherche à tout

prix à se présenter comme une force modérée, le mouvement d'adhésion aux Commissions Ouvrières stagne. Seule exception : l'Euzkadi, où, on l'a vu, la politique du Parti Communiste est mise en échec.

Mais l'isolement de l'Euzkadi n'est pas non plus sans danger; le PCE le sait aussi. Plus les Basques prennent de l'avance sur les autres travailleurs espagnols, plus ils risquent de se sentir à l'écart, plus il sera difficile de lutter ensemble contre l'ennemi commun, la bourgeoisie de l'Etat espagnol; de même, cette évolution pourrait être favorable à la bourgeoisie basque "nationaliste" (le PNV, Parti Nationaliste Basque), dans la mesure où elle pourrait plus facilement "monter" les travailleurs nationalistes contre les travailleurs basques qui affirment la nécessité d'une solidarité ouvrière par-dessus les frontières provinciales.

Mais ces risques sont limités, déjà rien que par le fait qu'en Euzkadi le PCE lui-même a de plus en plus de difficultés à contrôler sa propre base. Le prix que le PCE devrait payer dans cette région pour sa volonté de se faire passer pour le plus "honnête", le plus "modéré", le plus "patriote" de tous les patis ouvriers pourrait s'avérer un de ces prochains jours comme trop élevé.

Barcelone, le 21 mai 1977, G. & J.

1) "Grises" : police anti-émeute.

Heurs et malheurs de Suarez

Le projet de réforme de Suarez est-il en train d'aboutir ? D'un côté, oui, de l'autre, non. En d'autres termes, Suarez a accompli effectivement une partie de ses projets, mais il a dû payer au mouvement ouvrier un prix plus élevé qu'il n'escomptait probablement.

Personne n'accordait beaucoup de chances à Suarez en juillet 76 lorsqu'il mit en place le deuxième cabinet post-franquiste, après l'échec d'Arias Navarro et Fraga Iribarne. Pourtant, en l'espace de 11 mois, Suarez allait jouer le rôle de locomotive pour la bourgeoisie, sur la voie périlleuse d'une rupture dans la continuité de l'Etat franquiste, vers une démocratie formelle coiffée d'un Etat fort, dans un champ politique placé sous l'hégémonie de la bourgeoisie. Quels sont les jalons de cette évolution ?

Suarez prit tout d'abord ses dis-

tances à l'égard du "Bunker" franquiste (non sans résistances : "semaine sanglante" à Madrid, répétée au mois de mai en Euzkadi). Il demanda ensuite le remplacement de la tête de la hiérarchie militaire, pour y placer ses hommes. Il fit dissoudre le "Movimiento", l'organisation politique unique du temps de Franco, répétant en partie la même opération avec la CNS, le syndicat vertical étatique, dont l'appareil continue toutefois sa carrière sous un autre nom. Et surtout Suarez a mis en place son "projet de réforme", prévoyant essentiellement un parlement élu, d'où sortira le futur gouvernement. La monarchie reste intacte. C'est ce projet que Suarez a réussi à faire plébisciter en décembre passé, ne laissant au "peuple" que le choix entre cette "réforme" et l'abstention.

Le mouvement ouvrier désolait à la mort de Franco d'une série de

revendications qui auraient dû permettre de juger de la "sincérité" des "réformes" projetées par Suarez: **amnistie totale, légalisation de toutes les organisations du mouvement ouvrier sans exception, droits et libertés complètes pour le mouvement ouvrier.** Le gouvernement n'a jamais voulu accorder que très partiellement ces revendications. Cependant, chacune des concessions faites, loin d'apaiser les mobilisations, leur a donné un regain de vigueur. Et depuis la légalisation du PCE, sans laquelle Suarez n'aurait jamais pu mettre sur pied des élections crédibles, les organisations non légalisées ne lui ont nullement laissé le répit escompté.

Beaucoup de travailleurs se rendront aux urnes le 15 juin avec pas mal d'illusions démocratiques, s'ils espèrent que de ce parlement élu sortira un nouveau gouvernement — qui ne sera peut-être que l'ancien!

— capable de résoudre leurs problèmes. Il est très probable que ces mêmes travailleurs continueront à exiger une solution à leurs problèmes, et qu'ils s'engageront pour les réaliser. Dans ce sens, il sera extrêmement difficile au futur gouvernement d'imposer un "pacte social", et ce point seul marque les limites que rencontre le projet de "réforme" de la bourgeoisie : l'espace obtenu ne fera probablement que permettre aux travailleurs d'élargir leurs mobilisations, d'autant plus que la bourgeoisie aura toutes les peines à se garantir une majorité parlementaire stable.

Il n'en reste pas moins que les réformistes (avant tout le PCE et le PSOE) ont totalement renoncé ces derniers mois à opposer les revendications du mouvement ouvrier au projet bourgeois de "réforme". Bien qu'ils aient été laissés à l'écart de son élaboration, ils s'en sont fait

les défenseurs au sein de la classe ouvrière. Ainsi cela les amène à bloquer systématiquement toutes les luttes, sous prétexte que "participer aux élections est la seule politique révolutionnaire" (un dirigeant du PCE). Nous pensons par contre que participer aux élections est encore loin d'une politique révolutionnaire, a fortiori pas "la seule". Nous pensons que si les réformistes avaient continué à réclamer sans hésiter la pleine amnistie, la légalisation de toutes les organisations ouvrières, ces revendications seraient aujourd'hui réalisées. Pourtant, au cours de centaines de mouvements, grèves, manifestations, la lutte pour ces revendications minimales se fraie un chemin vers la victoire — malgré les dirigeants réformistes.

G. & J.

PRENNENT LEURS LIBERTÉS !

Le panorama des partis

L'Espagne détient sans doute le record pour le nombre de ses partis. Tel est le résultat de 40 années de dictature et de centralisme. Quelle est la raison de cette multiplicité ? Quels sont ces partis ?

Le "Bunker"¹⁾ et la bourgeoisie espagnole ont été pris de court. Depuis la mort du dictateur, ils ont eu très peu de temps pour faire face à la nouvelle situation à l'aide de deux ou trois grands partis bourgeois représentatifs. Dans ce court laps de temps, ils n'ont pas pu trouver une base militante et une réelle implantation sociale.

De son côté, le mouvement ouvrier sort à peine de la longue nuit de la clandestinité, qui a barré si longtemps la route aux débats, aux discussions, aux processus de regroupement en son sein. Enfin, cette multiplicité de partis reflète le caractère explosif des problèmes régionaux et nationaux (basques, catalans, etc.), sur lesquels le Parlement élu le 15 juin risque bien de se casser les dents.

LES PARTIS BOURGEOIS

S'ils n'ont guère de militants et de réelle base sociale, les partis bourgeois ont par contre de gros moyens financiers. Le "dialogue" avec les électeurs, ils le mènent par conséquent plus par voie d'affichage officiel, d'interventions à la télévision que par des débats dans les usines, dans les quartiers ou dans la rue. On peut les répartir en 5 blocs : les fascistes, les néo-franquistes, le centre, les démocrates-chrétiens, et enfin, les nationalistes et les régionalistes, ces derniers étant les seuls à disposer de véritables liens dans diverses couches sociales. Les autres par contre ne peuvent compter que sur leur poids électoral et leur insertion dans l'appareil d'Etat.

LES FASCISTES,

qui ne représentent plus qu'une bande de terroristes, se présentent sur 5 listes : **Fuerza Nueva, Alianza Nacional del 18 de Julio, Falange Española de las JONS, Circulos José Antonio et Falange Española de la JONS (Autentica)**. Cette dernière faisant quelque peu bande à part, car elle explique que Franco a trahi le mouvement phalangiste de José Antonio de Rivera²⁾ en le mettant au service du capital...

LES NEO-FRANQUISTES

de l'**Alliance Populaire (Alianza Popular)**, complètement marginaux dans les régions industrialisées, se sont fait remarquer jus-



Fraga Iribarne

qu'ici par leurs gigantesques panneaux électoraux, qui indiquent qu'ils disposent de sources financières aussi discrètes que fabuleuses. Eclaboussés par de nombreux scandales, ils ne manquent pas de cynisme démagogique : "la société te doit une place de travail" - "prenons soin de nos vieux" - "nos pêcheurs réclament justice" - "l'A.P. veut pour toi, travailleur, un salaire juste, une meilleure répartition de la richesse nationale, des syndicats libres, démocratiques et indépendants et la reconnaissance du droit de grève"... Le leader de l'A.P., **Fraga Iribarne**, ancien ambassadeur à Londres, déclarait, lorsqu'il était ministre de l'intérieur durant la tuerie policière de Vitoria : "si les Basques veulent la guerre, ils l'auront". Autre candidat de l'A.P., **Arias Navarro**, le premier chef

de gouvernement de l'après-Franco, porte aussi la responsabilité de plusieurs dizaines de morts d'ouvriers qui réclamaient précisément "la justice" et le "droit de grève". L'aile néo-franquiste de la bourgeoisie continue à voir son salut dans la confrontation avec la classe ouvrière; elle continue à s'opposer à toute modification de la Constitution franquiste. Les plus importants bailleurs de fonds de l'A.P. se recrutent parmi le grand capital basque et les gros propriétaires fonciers andalous.



Santiago Carrillo fête le 17 avril 77 la légalisation du PCE...

LE CENTRE

représente un ensemble de politiciens et de groupes tellement hétérogènes qu'ils n'ont pu se mettre d'accord sur un programme unique. Ils se proposent pour un Etat fort sur le modèle européen, qui s'appuie sur "l'intouchabilité" de la monarchie, de l'armée et des corps de répression, mais aussi sur... un "pacte social" avec les partis ouvriers réformistes. Les principales composantes de ce centre sont le **Partido Popular de Pio Cabanillas**, les **Libéraux**, les **Sociaux-démocrates** et les **Démocrates-chrétiens de Miranda**. La décision du premier ministre **Suarez** de se placer à la tête de ce bloc du "centre" révèle qu'en fait la majeure partie de la bourgeoisie estime que là se trouve le noyau de son futur parti.



Suarez

LA DEMOCRATIE-CHRETIENNE

de **Ruiz-Jimenez** et **Gil Robles** a de la peine à trouver une place dans cet orchestre.

LES PARTIS NATIONALISTES

les plus significatifs sont le **Partido Nacionalista Vasca (PNV)**, basque) et le **Convergencia Democratica** (catalan) du banquier **Jordi Pujol Solé**. Tous deux disposent d'une force électorale importante, ancrée jusque dans les rangs ouvriers.

LES PARTIS OUVRIERS

Le mouvement ouvrier, pour sa part, peut être réparti en 4 blocs : les **eurocommunistes**, la **social-démocratie**, les **révolutionnaires**, et enfin, la **gauche nationaliste ou régionaliste**.

LE PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL

(**PSUC** en Catalogne), particulièrement implanté en Catalogne, à Madrid et dans les villes industrielles d'Andalousie, représente la principale force dans l'Etat espagnol, alors

PT se présente sur les listes du "**Front Démocratique de la Gauche**". Il a fait une opération spectaculaire en Catalogne, où il s'est joint au parti catalan **Ezquerra**, le parti bourgeois qui dominait le gouvernement régional pendant la guerre civile... L'**Organisation Révolutionnaire des Travailleurs (ORT)**, 10 000 membres), après un bref flirt avec le PT il y a quelques mois, se présente sur les listes "**Les Travailleurs de Madrid, Barcelone, etc...**". Le **Mouvement Communiste (MC)**, 6 000 membres) présente ses listes d'"**Unité Populaire**", sauf au Pays Basque où il représente le plus fort courant ouvrier, et participe aux listes de la "**Gauche Basque**". La **Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)**, 8 000 membres), organisation sympathisante de la IV^{ème} Internationale, se présente sur les listes du "**Front unitaire des Travailleurs**" aux côtés de l'**Organisation de la Gauche Communiste (OIG)**, 5 000 membres), conseilleriste et relativement anti-syndicaliste, et de l'**Action Communiste (AC)**, relativement petite).

En *Catalogne*, on assiste à la faible réapparition du vieux parti centriste de l'époque de la guerre civile, le **POUM (Parti Ouvrier d'unification Marxiste)**, alors que **Drapeau Rouge (Bandera Roja)** et la **Ligue Communiste (LC)** boycottent les élections du 15 juin.



Jaime Pastor (LCR)

qu'en Euzkadi cependant, son importance n'excède pas celle des révolutionnaires. Cette faiblesse en Euzkadi reflète son cours droitier, en particulier son refus d'accorder aux Basques le droit à l'auto-détermination.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE

est divisée en trois organisations : le **PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol)**, section officielle de la II^{ème} Internationale des Callaghan, Brandt, Golda Meir et Mitterand, le **PSP de Tierno Galvan**, et la **Fédération de los PS (FPS)**, regroupement de divers groupes implantés dans les régions et les nationalités, d'ailleurs divisés quant à l'attitude face aux autres listes social-démocrates.



Tierno Galvan

LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE,

toujours non légale, se présente sur des listes différentes. Le **Partido de Trabajo (Parti du Travail)**, 12 000 membres) se distingue par son opportunisme face aux partis bourgeois, son sectarisme, son auto-proclamation; le

Parmi **LA GAUCHE NATIONALISTE** également non légalisée, figurent les **anciens monarchistes du parti Carliste** qui défendent aujourd'hui des positions socialistes de gauche et travaillent en commun avec le **MC** et la **LCR** dans le "**Courant Unitaire**" des Commissions Ouvrières.

En *Euzkadi*, les **Abertzales (Patriotes)**, regroupés dans le **KAS (Komite Abertzale Sozialistak)** représentent divers groupes séparatistes sur des positions socialistes ou communistes de gauche - de même que l'**EIA**, nouvelle version de l'ancienne **ETA V** (politico-militaire).

En *Galice*, la gauche nationaliste se présente unitairement sous l'appellation "**Bloque Nacional Popular Gallego**".

L'UNITE MANQUEE

La **Ligue Communiste Révolutionnaire** est l'instigatrice d'un appel lancé à toute la gauche pour former une seule liste de candidats. Le **PCE-PSUC** et le **PSOE** furent les premiers à refuser. Dans la gauche révolutionnaire, le **PT** porte la responsabilité principale de l'échec de cette tentative, tant il préfère frayer avec quelques bourgeois de gauche. Le **MC** s'est refusé à soutenir une plateforme d'indépendance de classe et s'en tenait obstinément à la revendication de "gouvernement provisoire de coalition". Ainsi s'explique pourquoi la **LCR** ne fait campagne commune qu'avec l'**OIG** et l'**AC** pour l'unité ouvrière, la convocation d'une assemblée constituante, le droit à l'auto-organisation et un gouvernement ouvrier. La collaboration impossible avec le **MC** est d'autant plus regrettable que le **MC** et la **LCR** collaborent de manière relativement fructueuse dans le "**Courant Unitaire**" des Commissions Ouvrières.

Barcelone, le 21 mai, G. & J.

1) Vieille garde de l'appareil d'Etat franquiste.
2) Dictateur des années vingt à trente.

RENCONTRE INTERNATIONALE DES FEMMES A PARIS

Europe, Afrique, Asie, Amérique Latine, USA : partout les femmes ont lutté ces dernières années pour leur libération. Elles ont lutté pour l'avortement libre et gratuit. Elle ont lutté contre le viol et toutes les violences quotidiennes faites aux femmes. Elles ont lutté contre la surexploitation au travail. Pour se faire entendre, elles se sont organisées entre elles : elles ont formé des groupes de femmes dans les quartiers, dans les entreprises et les syndicats.

Mais les femmes qui se sont rencontrées à Paris sont les premières à vouloir coordonner et centraliser leurs luttes sur le plan international. 6 000 sont venues à Paris — il y a deux ans, la commission de préparation en espérait 500. Parmi elles, 150 camarades de Suisse ont fait le voyage.

6 000 femmes pendant 3 jours

Samedi 28 mai. Dès 8 h. du matin, le tapage commence à l'intérieur de l'Université de Vincennes. Essais de hauts-parleurs et d'installations de traduction, préparation des repas et des boissons, décoration des salles, plan des groupes de travail...

Vers midi, la forêt de Vincennes appartient aux femmes. En groupes, elles se rendent avec leurs bagages à l'Université, installée au milieu d'un bois mesquin, point de convergence de bus et d'autos de tous les pays.

Amicalement, mais assez fermement, les derniers hommes sont conduits à la porte. On n'en retrouvera qu'à la crèche, où une équipe masculine s'occupera des enfants durant trois jours, non sans bonne humeur d'ailleurs.

De plus en plus il apparaît impossible de caser toutes les participantes dans l'aula de l'Université pour écouter les femmes de tous les pays, qui décrivent leurs expériences et leur situation avec beaucoup d'illustrations, et souvent un ton



pathétique. Pour la Suisse, une représentante d'un groupe d'immigrées décrit la situation des ouvrières étrangères.

Pendant ce temps, d'autres femmes se reposent sur la pelouse de leur long voyage. Les discussions commencent; les premiers groupes de travail se forment ainsi spontanément. D'autres femmes encore

font leur tournée d'information auprès des stands des divers pays, sur lesquels s'étalent les journaux des groupes autonomes, des groupes de quartiers, des commissions d'entreprise, des centres d'information... parmi un amoncellement de livres, de rapports, d'affiches dans toutes les langues.

Vers le soir, pas mal semblent déçues : comment travailler dans un espace aussi restreint ? Nous n'entendons rien. Valait-il d'entreprendre le long voyage de Paris ?

Dimanche 29 mai. Mais le lendemain matin, des commissions se forment sur tous les thèmes que le mouvement femmes a abordés jusqu'ici. D'ardents débats, au cours

desquels des positions très tranchées s'affrontent, sont ponctués d'échanges d'expériences. Vers le soir, les machines à écrire commencent à crépiter : on rédige des rapports sur les groupes de travail, des propositions de résolutions.

Pour le repas du soir, une longue file d'attente se forme, patiemment, devant le restaurant universitaire, où retentissent bientôt des chants féministes. Le bassin, vide malheureusement, s'entoure de guirlandes, sous lesquelles la fête commence. A 8 h., les dernières femmes qui travaillent se joignent à la danse, au son du rock acharné d'un orchestre féminin. Un groupe d'Italiennes fait flamber un géant masculin. Trop tôt, la fête doit être interrompue : le dernier métro part à minuit 30.

Lundi 30 mai. Encore à moitié endormies, les participantes se rendent à l'assemblée plénière, qui débute par la lecture des rapports des diverses commissions. Les différents points de vue se confrontent à nouveau; le débat le plus acharné se déroulant autour des représentants du congrès des femmes d'Amsterdam qui devait avoir lieu une semaine plus tard (appelé par les "féministes radicales", qui veulent rompre totalement avec toutes les organisations "dominées par les hommes", et rompre avec les hommes en général — ce qui revient à placer la libération des femmes en dehors de la lutte des classes). Les résolutions adoptées ensuite affirment pour la plupart la nécessité de poursuivre sur cette lancée. Des projets sont faits pour les luttes à venir. Le 8 mars 1978 doit devenir une grande journée de lutte internationale des femmes de tous les pays.

Les premières femmes prennent le chemin du retour. Elles iront raconter dans leur pays ce qu'elles ont vu et entendu à cette rencontre des femmes. Nous aussi, dans la plupart des villes de Suisse, nous informerons plus largement sur cet événement. Dans ce journal, nous débutons par le thème des femmes dans les entreprises et les syndicats. 3 juin 1977, J.



Femmes dans les entreprises et les syndicats

Il a fallu créer pas moins de 4 commissions de travail pour satisfaire les participantes, intéressées en priorité par ce thème. On comprend pourquoi il était difficile de résumer tant d'apports en quelques minutes au cours de l'assemblée plénière, en quelques lignes ici. Retenons néanmoins les aspects principaux.

Quelques expériences significatives d'abord. Ainsi, autour de la revendication "même travail, même salaire", les travailleuses du groupe d'entreprises espagnol Indigo ont gagné un procès devant un tribunal local à Barcelone. Par contre, un autre tribunal à Madrid ne s'est pas encore prononcé. La direction de l'entreprise a tout fait pour tenter de monter les travailleurs contre les travailleuses. Elle a réuni les hommes pour leur expliquer que ces foutues femmes voulaient faire licencier et ainsi leur couper les vivres... Sous la pression des hommes, quelques femmes retirèrent leurs plaintes. Mais d'autres se sont adressées directement aux travailleurs masculins, et ont ainsi obtenu leur soutien.

En France, les femmes du Crédit Lyonnais (une des plus grandes banques) ont lutté pour un "Centre d'orthogénie" dans l'entreprise, financé par la banque. Dans les PTT, les femmes ont déjà conquis un tel centre d'aide médicale. Quant aux vendeuses des "Prisunic", elles se sont battues en collaboration avec des groupes femmes de quartiers contre l'énorme hausse des prix de consommation. A la suite du viol d'une vendeuse par un travailleur, elles ont mis sur pied une tactique de défense, qui leur permet également de réagir aux vexations quotidiennes des chefs et des clients.

En Italie également les luttes des femmes ne se limitent pas aux revendications économiques. Dans une aciérie génoise par exemple, les femmes exigent la mise en place d'une bibliothèque sur le thème de la femme.

Partout on constate l'éruption du mouvement femmes. Elles s'organisent de plus en plus à l'intérieur des syndicats — mais les syndicats sont encore loin de prendre en compte les revendications des femmes. Alors, les femmes doivent-elles en plus chercher à s'organiser entre elles à l'intérieur des entreprises ? A une telle question, il ne peut y avoir de réponse toute faite.

Le rapport de la commission suisse de préparation de la rencontre relève par exemple le bas degré de syndicalisation des femmes et le peu de place que les syndicats accordent aux revendications des femmes. En Espagne par contre, les femmes se révoltent beaucoup

plus combatives. Il n'est pas rare qu'elles se situent en première ligne. Et souvent ce sont les femmes — même les femmes cantonnées au "foyer" — qui poussent leurs maris dans le déclenchement de grèves et la mise sur pied de piquets de grève. Une femme de Barcelone a ainsi expliqué qu'en Espagne il ne s'agissait pas seulement d'organiser les femmes autour de leurs problèmes spécifiques. Les Italiennes ont déjà commencé à constituer, elles, des commissions syndicales intercatégorielles. Une Milanaise constate cependant que la lutte active dans les syndicats pour les revendications spécifiques des travailleuses se heurtait violemment au contrôle et à la censure des directions syndicales. Par conséquent, beaucoup de femmes se refusent à adhérer aux syndicats, parce qu'elles se méfient énormément de la hiérarchie syndicale. Les Américaines organisées dans la CLU (organisation syndicale des femmes) ont fait la même expérience.

Et pourtant, la plupart sont d'accord pour dire qu'il n'y a pas de contradiction entre les groupes de femmes dans les syndicats et les groupes féminins autonomes dans les entreprises, et qu'il n'y a pas de "division du travail" entre ces deux types de regroupement. Par conséquent, les syndicats ne doivent pas se contenter d'avancer des revendications économiques pour un même salaire, une réduction du temps de travail, une amélioration de la formation professionnelle, mais qu'ils doivent aussi s'engager pour réaliser au même titre que les autres revendications syndicales le droit à l'avortement libre et gratuit, le contrôle des femmes sur leur propre corps, des congés-maternité pour l'homme comme la femme.

J.

COMMUNIQUE DE PRESSE DANS TOUS LES PAYS, DES FEMMES LUTTENT

Autriche, Belgique, BRD, Grande-Bretagne, CSSR, Danemark, Espagne, Grèce, Finlande, France, Hollande, Italie, Yougoslavie, Irlande, Portugal, Suède, Suisse, Algérie, Cameroun, Liban, Mali, Maroc, Tunisie, Zaïre, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Uruguay, Canada, USA.

6 000 femmes ont participé à la RENCONTRE INTERNATIONALE qui s'est tenue les 28-29-30 mai à Paris.

Lors de cette rencontre, appelée par le courant lutte de classes du Mouvement de libération des femmes et préparée par plusieurs réunions de féministes de différents pays, nous avons confronté nos expériences de lutte contre les formes multiples de notre oppression et de notre exploitation. Nous avons abordé dans de nombreuses commissions de travail les thèmes suivants :

luttes féministes dans les entreprises / les syndicats et les groupes de femmes / droit à l'emploi / équipements collectifs / travail domestique / avortement-contraception / sexualité / hétérosexualité-lesbianisme / maternité / rapports femmes-enfants / centres d'orthogénie-consultori / centres de femmes / viol-violence-justice / répression / énergie nucléaire / marxisme et féminisme / femmes et politique / luttes dans les quartiers / luttes des femmes et mass media.

Malgré les conditions différentes dans lesquelles nous luttons les unes et les autres, des objectifs communs nous rassemblent tout particulièrement dans cette période de crise du système capitaliste.

La participation de femmes de l'intercatégorielle de Turin, des commissions ouvrières de Barcelone, de la métallurgie et des hôpitaux du Pays Basque, de nombreuses entreprises européennes, de militantes des commissions féminines syndicales et des groupes femmes d'entreprise, témoigne de l'élargissement du Mouvement femmes et de la part active qu'y prennent les travailleuses.

L'impact et la capacité d'action du Mouvement femmes rendent possible aujourd'hui des campagnes internationales :

- contre la répression politique et sexiste,
- contre le viol et toutes les violences faites aux femmes,
- pour l'avortement et la contraception libres et gratuits,
- pour le droit à l'emploi et contre notre surexploitation au travail.

C'est pourquoi, le travail amorcé lors de cette première rencontre se poursuivra les 22-23 octobre 1977 à Paris pour mettre au point des initiatives internationales, notamment en février, pour la libération de toutes les femmes emprisonnées, et à l'occasion de la prochaine journée internationale des femmes, le 8 mars 1978.

Paris, le 30 mai 1977

L'Association vaudoise de médecins progressistes communique (pour informer en vue de la votation fédérale sur la solution du délai pour l'interruption de grossesse de septembre 1977) qu'un film sur l'interruption de grossesse, intitulé "Cher docteur" effectué par des médecins zurichois (40 minutes, séparable en 3 parties) est à disposition à cette adresse :
Filmkollektiv Zürich Aktiengesellschaft
 Josephstrasse 106 — Zurich 8005
 tél. : (01) 42 15 45
 La version française sera disponible dès juillet 1977. Pour tout renseignement : Dr. J. J. Pahud, Permanence de l'Ouest, av. de Morges 68, 1004 Lausanne, tél. : (021) 25 14 25.

Union de la gauche : La stratégie des clins d'oeil

Le 24 mai, le mot d'ordre de grève générale de protestation contre la politique de stabilisation du gouvernement, contre le plan du premier ministre Raymond Barre, a été suivi par plus de 8 millions de travailleurs. Plus de 2 millions d'entre eux sont descendus dans la rue à l'appel des centrales syndicales. Fait significatif, les villes de province ont connu un taux de participation à la grève sans comparaison depuis fort longtemps. Ainsi, 80 000 travailleurs ont manifesté à Lyon et à Marseille. Même les syndicats les plus conservateurs (Force Ouvrière, CGC des cadres, CFTC des catholiques) se sont joints à la grève.

D'autre part, le nombre des grèves d'entreprise ou de secteurs (fonction publique, chemins de fer, électricité, etc.) ne cesse d'augmenter. Déjà l'année 1976 avait battu tous les records depuis mai-juin 1968.

Et pourtant, les échéances électorales pèsent lourdement sur le cli-

mat social et politique. Le mouvement ouvrier français reste enserré entre deux dates : mars 77, avec la victoire éclatante de la gauche aux élections municipales, et mars 78, avec les élections parlementaires qui devraient, en toute probabilité apporter à l'Union de la Gauche une majorité de sièges à l'Assemblée nationale. Cette Union de la Gauche (PS-PC-Radicaux de gauche) qui domine également les trois principaux syndicats (CGT, CFDT et FEN¹), consacre la majeure partie de son énergie à persuader la classe ouvrière française qu'elle n'a rien d'autre à faire que d'attendre patiemment mars 78 pour secouer le cocotier.

"Stratégie de tension" ?

C'est dans ce ciel — que l'Union de la Gauche voudrait le plus serein possible — qu'ont éclaté au début de juin des fusillades organisées par cette aile de la bourgeoisie française qui paraît déterminée à ne pas at-

tendre "patiemment" l'échéance de mars 78. Evacuations violentes par les CRS d'usines occupées, assassinats de grévistes, attentat contre "Rouge" forment un tableau qui rappelle la "stratégie de tension" des fascistes italiens au début des années 70. Néanmoins, il serait faux d'interpréter ces événements comme la préparation d'un coup d'Etat, alors que la bourgeoisie et le patronat, doutant de la capacité de Giscard d'Estaing d'endiguer la montée de la gauche, comptent sur la peur — et peut-être des élections anticipées — pour renforcer le camp électoral de la droite. Le même projet de "tension" revient à obliger de plus en plus l'Union de la Gauche à multiplier ses allégeances aussi bien à l'Etat fort hérité de de Gaulle qu'à l'économie de "libre entreprise". Sur ce plan en effet, sous prétexte de ne pas effrayer l'électorat dont elle a besoin pour s'assurer une majorité parlementaire, l'Union de la Gauche donne déjà de puis-



**LA "MAJORITÉ"
SE PRÉPARE À
L'AFFRONTÉMENT**

sants gages au patronat. C'est le sens des débats actuels sur la "réactualisation" du Programme Commun, "réactualisation" qui vise à la baisse (nombre des nationalisations, soutien à la force de frappe nucléaire, etc.), et qui a trouvé son pendant dans la révision des plateformes de revendications syndicales, édulcorées elles aussi; la CFDT par exemple renonce à exiger d'un futur gouvernement d'Union de la Gauche la réalisation de la semaine de 35 heures, elle abandonne aussi la plupart des revendications des femmes travailleuses.

Au-delà des grèves pression ?

Les réactions spontanées aux interventions policières contre les travailleurs en grève, à la fusillade d'un commando du patronat contre le piquet de grève de Reims (la ville en grève générale, 20 000 personnes protestant dans la rue) révèle que les travailleurs, s'ils placent certes leurs espoirs dans la victoire de la gauche en 1978, ne sont pas forcément convaincus de la nécessité de se "tenir tranquilles" d'ici là. D'ici là, le fameux plan Barre, qui vise à imposer une baisse générale du niveau de vie des salariés pour faire remonter le taux de profit du capitalisme français, aura largement eu le temps de produire ses effets. D'ici là, d'autres mobilisations des travailleurs en défense de leur emploi ou de leurs libertés syndicales, comme à Strasbourg, à Reims, au Parisien Libéré ou à Lip, se seront heurtées violemment à l'appareil policier ou para-policier, posant la question de la riposte unie de l'ensemble des travailleurs du pays face à ces attaques.

Or, les expériences d'actions nationales faites depuis le début de l'application du plan Barre sont loin d'être convaincantes. Même quand elles ont entraîné la participation de plusieurs millions de travailleurs, comme le 7 octobre 1976 et le 24 mai 1976, des grèves générales ont gardé toutes les limites de la grève-pression, sans lendemain. Pire encore, quand elles ont été relayées par des grèves générales de branche, ces actions sont restées dispersées, et finalement sans réel effet sur le pouvoir.

Le rôle des révolutionnaires

Dans cette situation, les travailleurs les plus avancés ressentent cruellement l'absence d'une coordination efficace des luttes, que ce soit celles des centaines d'entreprises constamment en grève, que ce soit celles des diverses branches qui mènent leurs grèves à la queue-leu-leu; ils ressentent de même l'absence de débouchés des journées nationales de grève, où les travailleurs sont appelés à descendre dans la rue, puis à rentrer ensuite sagement chez eux, sans jamais envisager le prolongement d'un mouvement qui n'aurait guère de peine, semble-t-il, à faire tomber le gouvernement minoritaire.

Ainsi, les révolutionnaires sont conscients du danger que la comba-

tivité s'effrite, ce qui ne serait pas sans influencer les résultats des prochaines élections elles-mêmes. Ils démontrent que l'attitude des réformistes de l'Union de la Gauche n'est cohérente qu'en apparence, qu'elle table sur la passivité des travailleurs, la délégation de leur sort aux directions des partis et des syndicats au détriment du renforcement de leur propre organisation dans les entreprises, de la coordination régionale et nationale des luttes, du contrôle démocratique de la

Depuis une année, les LIP occupent à nouveau l'usine de Palente à Besançon pour défendre leur emploi. Pendant une année, ils ont pu tenir au travers de moult péripéties grâce à l'allocation de chômage de 90 o/o. Mais celle-ci leur sera coupée en juin. Alors, il ne restait qu'à remettre la production en marche, comme en 1973. Ce qu'ils font depuis quelques jours.

Les 17 et 18 juin, à Besançon, ce sera "portes ouvertes" à LIP, et les travailleurs vendront les premières montres de cette nouvelle cuvée. Cette remise en marche se fait grâce à une participation très ample de tous les travailleurs (ses) et dans une démocratie ouvrière qui a fait de nets progrès par rapport à 73-74. Les obstacles sont néanmoins toujours aussi grands : électricité et téléphones coupés, puis rétablis d'autorité par les travailleurs. Soutenons les LIP, rendons-nous à Besançon les 17 et 18 juin !

base sur l'instrument syndical, dans le respect des droits de tendance. Les réformistes entendent modeler la classe ouvrière en vue de s'en servir comme d'une force de pression électorale dans le cadre de leur participation à un gouvernement de gauche qui s'attachera à gérer dans des conditions difficiles la crise d'une économie capitaliste nullement remise en cause. Même les plus timides réformes du Programme Commun seront mises au rencart et remplacées par la conclusion d'un "pacte social" avec le patronat français, dont quelques-unes des déclarations les plus récentes de Mitterand ou Rocard nous donnent déjà un avant-goût. Dans ce sens, les positions des différents courants du mouvement ouvrier sont toutes déterminées par l'après-mars 78. Cela est valable pour les révolutionnaires également. Dès lors, nos camarades de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire, section française de la IV^{ème} Internationale) s'emploient à démontrer les dangers de l'attentisme, alors qu'un gouvernement des partis ouvriers pour réaliser les plus urgentes des revendications syndicales contre le chômage et la baisse du niveau de vie pourrait être imposé dans des délais plus brefs.

9. 6. 1977, C. R.

1) Fédération de l'Education Nationale, de tendance PS.

La Brèche p. 9

Quand le patronat s'impose à coups de mitrailleuse



Dans "Inprecor" du mois de mai, nos camarades de la LCR relevaient les dangers de "l'attentisme entretenu par les directions réformistes", en montrant que "la répression policière contre les usines occupées en est favorisée".

Il n'a pas fallu attendre longtemps avant que le patronat français apporte lui-même une première confirmation à cette crainte. Début juin, les piquets de grève de Roth-frères à Strasbourg, puis ceux de l'entreprise VMC étaient attaqués avec une violence redoublée par les CRS (photo). Les travailleurs ripostaient avec une énergie inaccoutumée. Et c'est alors qu'entraient en action des bandes armées du patronat, composées d'"anciens" membres de la CFT¹). Dans la nuit du 4 juin, ils tiraient à coups de carabines sur un piquet de grève de la CGT aux portes de l'entreprise champenoise. Plusieurs travailleurs étaient blessés, l'un d'entre eux, Pierre Maître, succomba à sa blessure à la tête. Reims entra alors en grève générale. Plus de 20 000 travailleurs descendaient dans la rue. Lundi 6 juin, une grève géné-

rale de quelques minutes était observée dans tout le pays, le patronat local s'empressant alors d'accorder les revendications des grévistes (réintégration de délégués syndicaux licenciés notamment). Mais la riposte des centrales syndicales CGT et CFDT s'arrêtait là. Henri Krasucki (secrétaire central de la CGT) déclarait le lundi : "Nous voulons que les élections se déroulent dans la sérénité... Il faut faire régner dans le pays une situation normale, malgré les tentatives du pouvoir et du patronat".

A cette rengaine inévitable, une partie de l'extrême-gauche (qui se présentait sur les listes des révolutionnaires lors des élections de mars) répondait par un appel à manifester : le mercredi 8 juin, 8 000 personnes réclamaient dans les rues de Paris la dissolution de la CFT désignant les vrais responsables de la tuerie : l'Etat policier, Giscard-Barre.

1) syndicat mis sur pied par le patronat de Citroën pour empêcher l'implantation des syndicats de classe.

Attentat contre le quotidien "Rouge"

Le même jour où, seuls, les révolutionnaires appelaient à ne pas limiter la protestation à une très symbolique grève nationale de 5 minutes, un camarade de l'imprimerie du quotidien Rouge dénouait un paquet bourré d'explosif. Grâce à son réflexe de jeter le paquet au loin et de se coucher aussi-

tôt à plat ventre, grâce au fait que les locaux étaient vides à cette heure, notre camarade s'en tira indemne et il n'y eut pas d'autre victime. La "machine infernale" contenait deux grenades chocolats, une poudre explosive et de la ferraille. De l'avis même de la police et de spécialistes artificiers, si la seconde

grenade et la poudre avaient explosé comme prévu, le mur principal de l'imprimerie se serait écroulé, causant plusieurs victimes, réduisant les machines à néant.

Cet événement nous rappelle que l'existence du quotidien Rouge reste précaire. Il nous rappelle aussi que la bourgeoisie française la plus réactionnaire considère que tous les moyens sont bons pour faire taire Rouge. C'est donc que Rouge dérange. Raison de plus pour répondre favorablement à l'appel lancé par Rouge pour sa survie. Souscrivez sans tarder !*

* Pour ceux que les modalités de paiement international rebutent, nous proposons de verser au CCP 10-25669 la brèche — Lausanne, avec la mention "souscription Rouge". Nous transmettrons.



Tous aux côtés du Peuple Sahraoui !

Une longue tradition de résistance anti-impérialiste

On ne raconte pas l'histoire d'un peuple en quelques lignes, d'autant plus que celle-ci est jalonnée de luttes du début du siècle à nos jours. En 1905 déjà (bien qu'occupé faiblement par l'Espagne depuis 1884), le SAHARA occidental, parce qu'il servait de base à la pénétration française en Mauritanie à partir du Maroc, voit une coalition de tribus dirigée par CHEIKH MA AL-AÏNIN déclencher le "DJIHAD", résistance des musulmans aux chrétiens envahisseurs. Le Sultan du Maroc étant dès cette époque acquiné avec l'impérialisme français refusa toute aide aux SAHRAOUI, Ma Al Aïnin suivant l'ancien exemple des Almoravides¹⁾ se retourna contre ce monarque et prit Marrakech avant d'être défait à FEZ en 1910 par l'armée française. Le fils de Ma Al Aïnin reprit la lutte et lui donna une orientation plus nette. En effet EL HIBA dès 1912, se servant de l'Islam comme levain, réentreprit la conquête du Maroc. Ce n'était pas seulement une résistance militaire, mais aussi et surtout une révolution politique et culturelle. El Hiba annonçait aux peuples de la région le règne de la justice, la fin des exactions des caïds et du Makhzen* et bien sûr l'expulsion des "chrétiens". La résistance ne connaîtra un coup d'arrêt qu'en 1936 où malgré l'unité intertribale réelle, la coalition militaire franco-espagnole brisa les Sahraouis, forgea le passage de l'impérialisme français vers la Mauritanie et assit plus fortement la domination espagnole au Sahara occidental. A l'heure de la montée du nationalisme dans le Maghreb, les Sahraouis prirent une

part décisive dans la lutte armée et voulurent continuer en liaison avec des unités de l'Armée de Libération nationale (ALN) marocaine la lutte jusqu'à la libération de l'Algérie. Le Maroc "indépendant" dès 1956 fit de nouveau appel à la France et l'Espagne pour écraser en mai 1958 dans le cadre de la fameuse opération "ECOUVILLON" la lutte du peuple Sahraoui.

Le Front POLISARIO, lorsqu'il déclencha la lutte armée en 1973 contre la présence coloniale espagnole, n'innovait pas, il poursuivait cette longue tradition de luttes. En 1975, alors que l'Espagne voulait se retirer en créant au Sahara occidental un état fantoche de type néo-colonial qui aurait pour l'essentiel garanti ses intérêts, l'impérialisme franco-américain poussa l'apprenti sorcier HASSAN à s'emparer de ce territoire et à le partager avec la Mauritanie. De la marche verte aux accords secrets de Madrid en novembre 1975, l'impérialisme triomphait en accordant la souveraineté territoriale au Maroc et à la Mauritanie sur le Sahara. Il crut que les multinationales exploiteraient en toute tranquillité les richesses minières de ce territoire. L'euphorie fut de courte durée. Le Polisario réussit à regrouper pratiquement toute la population Sahraouie (110 000 habitants) dans le désert algérien, lui évitant le génocide, et entreprit sans discontinuité une lutte acharnée contre les envahisseurs. La "marche jaune" aboutissait à son contraire. Hassan et Ould Dadah se heurtent à une résistance qui peut à terme coûter la vie à leur régime, les multinationales sont paralysées dans leur pillage, un processus révolutionnaire se développe dans toute la région.

De la Résistance palestinienne à la révolution dans l'Occident arabe

Le problème du Sahara, des populations berbères d'Algérie, du Maroc, celui des minorités nationales opprimées de Mauritanie, du Sud Soudan, des territoires kurdes en Irak et en Syrie, la question palestinienne ont posé et continueront de poser, au-delà de leur spécificité, la problématique de la NATION. A la fin des années 60, la Résistance palestinienne apparaissait aux yeux de plusieurs militants en rupture avec le nationalisme arabe et le stalinisme, comme le fer de lance de la Révolution arabe. Malgré sa direction majoritairement petite-bourgeoise et nationaliste, elle posait objectivement l'option révolutionnaire. Mais aujourd'hui que s'installe au Proche-Orient la "PAX AMERICANA", l'alternative révolutionnaire ne s'impose qu'avec plus d'urgence et d'évidence.

La lutte du peuple SAHRAOUI pour son indépendance apparaît alors au Maghreb comme un relais plus conséquent, plus durable dans le déclenchement de la révolution arabe. La lutte du peuple sahraoui



et envisagent les moyens concrets pour une lutte commune et de longue haleine.

De cette manière, on renoue avec la tradition léniniste sur la question nationale : "La domination du capital financier n'abolit nullement l'importance de la démocratie politique en tant que forme plus libre, plus large et plus claire de l'oppression de classe et de la lutte de classes"... "De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de dictature

à Etat. Au contraire elle se situe objectivement dans le cadre d'une lutte révolutionnaire commune, qui doit battre en brèche autant le chauvinisme retardataire et expansionniste que l'isolationnisme qu'on cherche à lui imposer.

La démonstration de l'importance de l'Afrique et du Maghreb pour l'impérialisme n'est plus à faire et il apparaît de plus en plus que le rôle de l'impérialisme suisse n'est pas si secondaire que cela, n'en déplaise à M. Ziegler. Contre les Ould Dadah, les Hassan et autre Giscard dans la violence qu'ils imposent au peuple sahraoui et aux masses dépossédées de la région, le soutien anti-impérialiste le plus large doit être organisé en faveur du F. POLISARIO. Plus la lutte se prolonge, plus s'évaporent les acquis superficiels que le régime marocain a réalisés au cours de l'année 1975. Plus la lutte armée et la résistance des Sahraouis se renforce, plus les difficultés de l'impérialisme à mettre en place son plan de pillage et de domination augmentent. Plus est poussée la maturation politique et idéologique du F. Polisario et plus émergeront des avant-garde structurées cohérentes dans le Maghreb. C'est dans ce sens qu'apparaît aussi l'articulation dialectique entre le processus d'indépendance des Sahraouis et le développement de la révolution dans l'Occident arabe. La Révolution Sahraouie, vu sa place au niveau de l'Afrique et du monde arabe doit être soutenue. Il appartient aux mouvements révolutionnaires d'Europe occidentale de coordonner ce soutien et d'apporter, en plus de la solidarité politique, une aide matérielle. Il y a dans le sud algérien plus de 100 000 Sahraouis dont 80 o/o de femmes et d'enfants. Cette population est le plus souvent démunie de ses biens (tentes, troupeaux...) et sa survie dépend en grande partie de l'aide humanitaire (couvertures, médicaments, produits alimentaires, argent, etc.). Cette aide passe par les comités de soutien à la République arabe Sahraouie démocratique qui existent dans les principales villes d'Europe.

La lutte du peuple SAHRAOUI est entrée dans l'histoire, le peuple sahraoui et les peuples de la région forment aujourd'hui les maillons d'une même chaîne que rien ne saurait briser.

Lausanne, le 1. 6. 1977
Jussieu



pour l'autodétermination est non seulement un droit historique parfaitement réalisable et qui signifie la liberté de se séparer, mais elle constitue surtout une condition centrale pour le développement de la lutte de classe dans la région. Les Sahraouis, par les formes d'organisation démocratiques qu'ils se sont données, le rôle de leur guérilla, la place des femmes dans ce processus, leur refus de tout compromis, sur la question de l'indépendance, dépassent la logique de FLN et du GPRA algériens. Certes, des dangers les menacent et la pression algérienne et lybienne n'en est pas la moindre²⁾. Ainsi un problème de fond est posé par leur recherche tous azimuts d'appui à leur lutte, d'autant que leurs relations extérieures et diplomatiques passent entre autres par des politiciens comme BABA MISKE qui tissent des liens avec des régimes liés à l'impérialisme en vue d'arriver à une indépendance marchandée. Mais autant les contradictions de l'impérialisme que celles des régimes en place dans la région sont des entraves à une dégénérescence rapide.

Et déjà au Maroc, en Algérie, en Mauritanie, contre la volonté des régimes, malgré la terreur et la répression, des militants se dressent

re de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable de NATIONS qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire la liberté pour elles de se séparer." (Lénine).

Aujourd'hui, c'est l'impérialisme et ses relais locaux, les Etats néo-coloniaux et capitalistes qui s'opposent à la "démocratie politique", ne voulant pas ou ne pouvant intégrer que très partiellement ces revendications.

L'ensemble des masses exploitées du Maghreb, quelle que soit la nature de leur régime, sont confrontées simultanément à plusieurs tâches dans les conditions de domination impérialistes analogues. Et dans ce sens la lutte du peuple sahraoui a une signification historique plus importante qu'il n'y paraît. Elle rejoint la lutte de classes au Maroc, en Algérie, en Mauritanie, en Tunisie. Par son caractère et l'étape historique dans laquelle elle se situe, la révolution sahraouie ou la "libération nationale" du Sahara — pas plus que celle du Maroc en 1956 ou celle de l'Algérie en 1962 — ne signifie une fin en soi; fin à partir de laquelle se ferait la construction du Maghreb arabe par le développement des liens d'Etat

SOWETO IL Y A 1 AN

Alors qu'à Soweto la municipalité noire a donné sa démission à la suite de discussions avec les représentants du mouvement étudiant (voir Le Monde des 5-6 juin), alors que sur place les journées des 16 au 21 juin seront très vraisemblablement marquées par de nouvelles manifestations, en Europe le mouvement de solidarité en vue de marquer le premier anniversaire des soulèvements de juin dernier va bon train.

Signalons brièvement qu'aura lieu à Londres, le samedi 18 juin, une manifestation au cours de laquelle s'exprimera un ex-dirigeant du mouvement étudiant de Soweto; à Paris un collectif réunissant 32 organisations prépare un meeting à la Mutualité pour cette même date avec la présence du secrétaire général de l'African National Congress; en Allemagne et aux Pays-Bas de telles manifestations de soutien ont déjà eu lieu; aux Etats-Unis enfin Tsietzi Mashinini, ex-président du Conseil représentatif des étudiants de Soweto, a eu l'occasion ces dernières semaines de s'exprimer dans plusieurs dizaines de villes devant plusieurs milliers de personnes.

Par ailleurs l'appel des ex-dirigeants du mouvement étudiant de Soweto, dont nous avons publié dans la dernière brèche la liste des signataires suisses, a reçu dans d'autres pays un soutien significatif. Signalons entre autres les signatures de Daniel Guérin (France), Bernadette Mc Aliskey-Delvin (Irlande), Drake Koka, secrétaire du Black Allied Workers Union en Afrique du Sud, du Comité Afrique de Suède. La récolte de signatures a été particulièrement poussée en Grande-Bretagne où plus d'une douzaine d'organisations politiques, syndicales et étudiantes y souscrivent, ainsi qu'une trentaine de personnalités dont plusieurs membres du Parlement.

En Suisse romande enfin, les assemblées de solidarité annoncées dans notre précédent numéro prennent forme. A l'initiative de la Campagne anti-Outspan (CAO), parfois seule, parfois unitairement avec d'autres forces politiques, ces assemblées ont pour tâche essentielle de faire connaître la lutte de libération du peuple africain d'Afrique du Sud et d'élargir le mouvement de solidarité pour les échéances à venir. Ainsi à Lausanne la Campagne anti-Outspan et la LMR organisent une assemblée d'information (mercredi 15 juin - 20 h. - Cazard) avec projection du film sur les événements de Soweto 76 et présence d'un représentant du Pan-African Congress

Une assemblée semblable aura lieu le 17 juin à Genève, organisée par la CAO, le Mouvement anti-apartheid de Suisse, le GTAP.

Dans notre prochain numéro nous tirerons un premier bilan de ces manifestations, ce sera aussi l'occasion de faire le point sur un mouvement de solidarité qui, s'il est en plein élargissement, doit aujourd'hui se donner des perspectives et viser à l'unité la plus large.

GENÈVE : de St-Antoine à Champ-Dollon

GREVE DE LA FAIM DES DETENUS

Judi 26 mars : les détenus de la prison de Saint-Antoine à Genève (prison préventive) commencent une grève de la faim. La grève est suivie à 90 o/o sur 150 prisonniers environ. Ils adressent à Fontanet, président du Département de Justice et Police, et à Foëx, procureur général, une splendide **lettre ouverte**. Leurs revendications sont les suivantes :

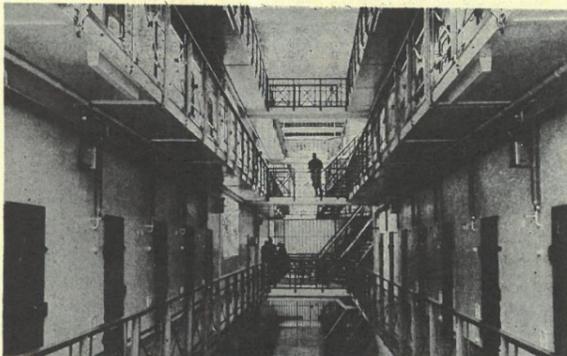
- * limitation de la détention préventive à 6 mois au maximum,
- * suppression de l'exigence d'une caution pour les mises en liberté provisoire (ce système favorise outrageusement les détenus bourgeois et fortunés),
- * Assez du racisme ouvert ou camouflé des juges ! (beaucoup de détenus sont de nationalité étrangère),
- * un salaire décent pour le travail des détenus en préventive. Assez de l'exploitation éhontée du travail des prisonniers !
- * une assistance sociale efficace et indépendante de l'appareil judiciaire,
- * le droit pour les couples "légitimes" ou non de maintenir des relations affectives et sexuelles malgré la détention.

Au moment où nous écrivons cet article, la grève de la faim s'est réduite à une minorité de détenus; plusieurs prisonniers ont en effet été expédiés à la nouvelle prison de Champ-Dollon.

Le soutien aux prisonniers, depuis l'extérieur, fut très minoritaire, mais se révéla en définitive efficace. A deux reprises, quelques dizaines de membres du "Comité contre Champ-Dollon" jetèrent par-dessus le mur de la prison divers paquets et dialoguèrent avec les détenu(e)s. Involontairement et par crainte de manifestations, Fontanet fit beaucoup pour encourager la solidarité publique avec la lutte des détenus ! La vieille ville de Genève fut en effet quadrillée par des dizaines de flics armés à plusieurs reprises et pendant une semaine environ. Ces extravagants déploiements de force ne manquèrent pas d'attirer l'attention de l'opinion publique sur la lutte des détenus ! Pour Fontanet, contraint en définitive à s'expliquer dans une conférence de presse : "Ce n'est pas la rue qui va nous dicter l'attitude que nous devons avoir à l'égard de prisonniers de droit commun. Jusqu'à preuve du contraire (!), il ne s'agit pas tout à fait du même genre de revendications que celles concernant le monde ouvrier. Nous n'accepterons pas de nous laisser faire."

C'est la passivité répugnante du mouvement ouvrier à l'égard de la justice pénale et des travailleurs emprisonnés qui permet à Fontanet de tenir ce langage arrogant et mensonger. Les prisonniers sont, dans leur immense majorité, les fils et les filles de la classe ouvrière. Selon la statistique publiée par le Groupe Action Prisons ("Passe-Murailles", mai 1977), les 90 o/o des détenus en préventive sont des ouvriers ou des employés. Les luttes contre la justice bourgeoise et ses prisons sont bien l'affaire de toute la gauche politique et syndicale.

Correspondant Genève, 5. 6. 1977



Deux points de revendications de la lettre ouverte des détenus de St.-Antoine à Messieurs Fontanet et Foëx :

2) la pratique genevoise qui permet à un prévenu de recouvrer sa liberté contre paiement d'une CAUTION, doit être soit abolie, soit entièrement revue et corrigée.

Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une pratique de classes, il ne s'agit ni plus ni moins que d'étaler avec un cynisme rare et d'institutionnaliser des privilèges de classes !

Quand on fixe la caution on ne tient jamais compte de l'origine sociale du prévenu. Or, la majorité des jeunes délinquants sont d'origine ouvrière (et souvent même travailleurs immigrés) : pour eux toute caution est en fait prohibitive. Seuls les bourgeois "égarés" bénéficient donc du système de la caution.

à propos de la revendication d'un salaire décent pour le travail des détenus en préventive (point 4) :

Dans ce cas nous assistons à une sur-exploitation de la main-d'oeuvre carcérale : comme de bien entendu la Prison fonctionne comme une entreprise de type capitaliste : le travailleur est dépossédé du fruit de son travail : la plus-value produite (bénéfices) alimente les caisses de l'Administration et le salaire journalier octroyé est misérable. (Il n'est pas intéressant non plus de noter la fréquence et parfois la gravité des accidents de travail dans les Pénitenciers. Toujours la sainte rentabilité : on économise sur la sécurité et la santé du prisonnier-prolétaire.)

Nous ne pouvons nous empêcher de songer devant cette réalité archaïque, à l'exploitation la plus sauvage pratiquée au XIX^e dans les premières manufactures anglaises... relisez donc ENGELS !

Interview du chanteur Jacques de Vaal

Un Breton en Suisse

la brèche : Les journaux à grand tirage qui ont relaté tes derniers concerts parlent fréquemment de DE VAAL sans concessions, intransigeant. Qu'en penses-tu ?

Jacques de Vaal : Intransigeant, sans concessions, oui ! mais vis-à-vis d'une énorme machine, qui, quand on lui propose un doigt, vous bouffe littéralement corps et âme. Mais vis-à-vis du public, par exemple, pas intransigeant mais assez sévère. Car plutôt que m'abaisser à utiliser la méthode facile : "le Public veut ça, on lui donne ça !" (dixit Guy Lux), j'essaie en quelque sorte de faire la moitié du chemin en l'amenant à parcourir l'autre vers moi, ceci afin de pouvoir se retrouver à discuter sur un terrain connu des deux.

la brèche : Néanmoins, tu provoques facilement le public ?

Jacques : Je ne provoque pas le public lui-même. J'essaie de provoquer des réactions de lui. Cette provocation n'est pas faite d'agressivité gratuite. Mais, par le biais de l'ironie ou du verbe un peu violent parfois, je cherche un éveil direct de lui. Il m'arrive de provoquer aussi ses réactions d'autres façons : par la tendresse, la douceur, pour ne pas "braquer".

la brèche : Quel rôle penses-tu avoir ?

Jacques : Je pense que la chance d'un chanteur est celle d'avoir la possibilité, avec ou sans guitare, de pouvoir disperser, colporter, dans les moindres recoins de cette terre toutes sortes d'idées, soit les siennes, soit celles des autres. Nous avons avec nos mains et notre voix, une arme redoutable qui a du reste été par certains souvent mal utilisée (matraquage, ou pour faire passer des idées d'une drôle de nature, ce qui est très grave). Un poète espagnol disait : "La poésie est une arme chargée de futur !"

la brèche : Fête de SARCEM, Fête du Jura Libre, Bistrot du C.A.C., et Victoria Hall. Quelle différence pour toi ?

Jacques : Le public est presque le même. Seulement, la distance entre le public et le type qui chante est différente. A SARCEM, le but était bien clair : ouvriers en grève, chanson, solidarité, très sympa ! C.A.C. : style cabaret, on est plus près des gens, c'est un peu la famille. JURA : public tout neuf, pas blasé, avec qui on peut parler de Liberté ouvertement, ils sont là-bas



en plein dedans. Victoria ? : je ne sais encore, mais j'imagine le travail plus difficile; c'est là le problème des gens dans leur fauteuil. L'approche est plus complexe. Ils s'en vont juste après. On a l'impression qu'ils oublient tout dès la porte passée, c'est dommage. Enfin ! on verra.

la brèche : La musique, chez toi, semble effacée derrière le texte. Travailles-tu toujours seul ?

Jacques : Pendant très longtemps, c'est vrai, le texte a eu pour moi beaucoup plus d'importance que la musique. C'est désormais différent. J'ai maintenant l'occasion de travailler avec des musiciens (violoncelle, guitare électrique, basse...) qui m'aident en cela. Je m'explique : je m'occupe des textes et d'un canevas musical de départ. Ensuite, on regarde ensemble cette musique et chacun peut apporter son idée. On essaie, on modèle, on arrange, on voit. Mais le texte reste néanmoins le support d'attaque primordial de part son contenu.

Je cherche, sans didactisme, à faire réfléchir. Donc, les mots que j'aligne doivent être bien clairs. Ils ne doivent pas être écrasés, surchargés par une musique par trop compliquée, mais soutenus par un accompagnement le plus riche possi-

ble, et ne pouvant que les mettre en évidence.

la brèche : On t'a reproché de chanter certaines choses par impuissance de les vivre vraiment ?

Jacques : Dans l'esprit de certains, pour défendre une idée, un peuple, un pays en péril, on doit automatiquement aller se battre sur place. Mais à chacun son rôle !

Peut-être un jour me battrais-je de cette façon, mais pour l'instant mon lot est de dénoncer, avec mes moyens. La poésie, la chanson, cela peut aussi être très efficace; je n'en doute absolument pas ! D'autres avant moi l'ont prouvé maintes fois.

la brèche : Un Breton en Suisse, difficile ?

Jacques : Breton... ou tout simplement étranger !

Il est bien clair que je ressens une foule de choses, que je pense un tas, des tas de choses... Mais vu la politique actuelle vis-à-vis des étrangers, je n'ai (et ne suis pas le seul) pas la possibilité de les exprimer au maximum, pleinement. Je me sens un peu dans la situation du peintre aux doigts coupés. Une sorte d'impuissance !

Il faut espérer que dans un avenir très proche, n'importe qui pourra, dans ce pays, comme dans les autres, parler ou chanter sans avoir à se le faire reprocher par la suite, d'une façon ou d'une autre, étranger ou pas. C'est du reste exactement la même chose en France. Je connais très peu d'étrangers, arabes par exemple, qui puissent s'exprimer totalement là-bas. Il a fallu une mode pour qu'on accepte les Bretons, les Occitans, les Alsaciens, les Basques... C'est tout dire !

la brèche : Les enfants apparaissent souvent dans tes chansons. Hasard ou symbole ?

Jacques : Les enfants, pour moi, représentent l'espoir d'un monde nouveau, meilleur, moins astreignant.

J'espère qu'un jour, ces enfants pourront décider d'une société, de leur vie, ceci d'une façon naturelle, sans être obligés de les calquer sur celles de leurs précédents. Une société peut-être un peu plus spontanée, moins calculée. Utopique je veux bien, mais un très beau rêve, non ?

Propos recueillis par Christian Ferrazino

La Brèche p. 11

"Excusez-moi si je vous aime"

Par tous ceux que l'on assassine
Pour avoir dit la vérité
Dans ce monde qui nous mesquine
Par les enfants qu'il a semés
Par la terre qui nous écroule
D'Athènes jusqu'à Santiago
Par Madrid où le sang qui coule
Vient se mélanger aux sanglots

Excusez-moi si je vous aime
Mais on n'a fait pas toujours c'qu'on veut

Quand mon nuage me ramène
Et que l'escalpe vire au large
J'essaie un moment d'être heureux
Avant que vienne le carnage

Par tous ces hommes qui ont peur
Pendus au pied des oliviers
Pour ces visages en sueur
Ces enfants qui ne sont pas nés
Pour le ciel d'encre un peu blessé
Qui craint le mélange à la terre
Par ces oiseaux qu'on a tués

Parce qu'existent les frontières
Excusez-moi si je vous aime...

Pour le goéland qui se pose
Sur un porte-avions désarmé
Et par l'albatros qui repose
Et ses ailes qu'on a coupées
Pour la mer qui s'électronise
Pour les vagues qui se séparent
Par la marée qui ironise
Pour le jour qui éteint le phare

Excusez-moi si je vous aime...

Pour lui qui naît sans voir le jour
Par l'homme qui vit dans le vague
Et par l'enfant né sans amour
Et puis qui compte les orages
Pour un poème qui se chante
A défaut de n'être qu'un mot
Dans ma tête qui se décante
Et où coulent tous les bateaux...

Excusez-moi si je vous aime...

JEANMAIRE, OU LE CUL-DE-SAC PATRIOTIQUE

Le 14 juin commence à Lausanne la grande mise en scène du procès Jeanmaire. "L'homme de Moscou" paiera d'autant plus cher que la bourgeoisie suisse a de plus en plus de mal à faire croire à sa "neutralité" et à son "patriotisme".

Jeanmaire a-t-il réellement espionné pour le compte de l'URSS ? Dans ce cas, il fera office de bouc émissaire. Car il ne peut être question de "justice" dans un procès militaire, cela, des milliers de soldats et d'objecteurs l'ont déjà expérimenté. Certains d'entre eux ayant même été condamnés par le juge militaire extraordinaire Jeanmaire !

Mais Jeanmaire n'a peut-être rien espionné du tout, c'est possible aussi. Quoi qu'il en soit, nous ne saurons rien avec certitude dans cette affaire, car la hiérarchie militaire a intérêt à jouer sur les flous. Le grand secret dont les délibérations sont entourées ne sert en effet qu'à faire croire que d'importants secrets ont été violés concernant la "sécurité du pays". Or, si des "secrets" militaires ont été violés, il s'agit en réalité de tout autre chose : des liens de la Suisse avec l'OTAN.

La bourgeoisie suisse tremble donc à l'idée que le pot-aux-roses soit découvert : ou bien le vide du dossier, ou bien la preuve formelle que la neutralité est un mythe. C'est pourquoi ce procès politique restera secret... Car il s'agit bien d'un procès politique; une politique en l'occurrence qui n'est rien d'autre qu'une opération de ravalement de façade, une opération de camouflage. De quelle façade lézardée s'agit-il, quel mic-mac faut-il camoufler ? Voyons de plus près.

Quels secrets ? Chut, c'est un secret !

Quels types de "secrets" l'"espion" Jeanmaire a-t-il pu révéler ? "Le brigadier Jeanmaire a livré des dossiers très secrets sur la mobilisation de guerre", répond le Conseil fédéral. Et la presse bourgeoise s'empresse de glisser sur un terrain plus boulevardier : pour quels motifs un vieux briscard, patriote et anti-communiste comme pas deux, qui touchait un revenu de 102 880 fr. et déclarait une fortune de 199 000 fr., qui touchait depuis une année une rente-vieillesse mensuelle de 6 000 fr. par mois, aurait-il communiqué des renseignements à ceux qu'il décrivait comme ses pires ennemis ? Nous verrons qu'à défaut d'une explication certaine, cette question de deuxième ordre n'est pas sans liens avec le rôle actuel de l'impérialisme suisse dans le cadre mondial.

Il est plus intéressant par contre de rappeler — seuls de rares quotidiens l'ont fait en Suisse — que ce sont les services de contre-espionnage ouest-allemands qui se sont rendu compte qu'en Suisse "quelqu'un gazouillait mieux qu'un canari"⁽¹⁾. Cela seul indique déjà que le système de sécurité de l'OTAN est en cause.

Les généraux de la Bundeswehr ouest-allemande, pure création de l'OTAN, sachant quelques-uns de leurs "secrets militaires" dévoilés par la faute d'un Etat-Major suisse négligent quant à la sécurité des documents en sa possession, n'ont guère d'égards pour la "neutralité" suisse. Le général Paul Albert Scherer, chef des services de sécurité de la Bundeswehr, déclarait ainsi à des politiciens ouest-allemands que, bien que des relations officielles entre la Suisse et l'OTAN n'existent pas, "en Suisse, les documents de coopération avec des Etats de l'OTAN n'étaient trop souvent qu'insuffisamment protégés". Selon lui, à partir de ces documents, "il est parfaitement possible de tirer de ces papiers des conclusions quant à la stratégie et aux plans de bataille de l'OTAN tout entier".

Bien sûr, Hans Rudolf Kurz, un des directeurs de l'administration militaire, s'est livré par la suite aux démentis d'usage. Cela n'empêche pas le quotidien bernois, Berner Tagblatt, peu suspect de gauchisme, de revenir à la charge : "Des connaisseurs de procès-verbal (des déclarations de

la preuve que l'armée suisse est efficace ! D'où l'acharnement de la presse bourgeoise à décrire Jeanmaire comme un "specimen à part", et même un ivrogne : "Sa capacité d'absorption de vieux beaujolais était devenue légendaire"⁽³⁾, ou à affirmer que les Russes s'intéressent aux plans de mobilisation de l'armée suisse... bien qu'aucun élément de preuve, si ce n'est quelques étiquettes de Vodka, n'ait été apporté depuis une année...

Il serait faux bien sûr de nier que la bureaucratie soviétique reste complètement indifférente face aux "secrets" de l'armée suisse. Dans son optique de maintien de statu quo militaire et politique en Europe, l'espionnage est une arme de dissuasion aussi efficace qu'un bon nombre de missiles à tête nucléaire. Et il y a tout lieu de penser que ce que les généraux ouest-allemands ont constaté récemment (la relative "négligence" avec laquelle les documents compromettants de l'OTAN circulaient au sommet de la hiérarchie militaire helvétique), les soviétiques s'en étaient rendu compte auparavant. La Suisse, membre à titre secret de l'OTAN, n'a-t-elle pas installé un système de contrôle aérien "Florida" dont le fonctionnement n'a de sens qu'avec les données fournies par les radars des bases de l'OTAN au Nord et au Sud de la Suisse ? N'est-elle pas en train de modifier le calibre de ses fusils, en adoptant celui, inférieur et plus destructeur, des fusils de l'OTAN ?



Le nouveau fusil SIG : calibre de l'OTAN (5.56 mm au lieu des 7.55 actuels). Des milliers de stands de tir à 300 mètres seraient impraticables. Seul l'alignement sur l'OTAN explique un tel choix...

Jeanmaire, réd.) laissent entrevoir que "l'essentiel de la trahison" concerne avant tout "les relations les plus secrètes entre la Suisse et le commandement de l'OTAN à Bruxelles et les préparatifs de guerre entre Berne, Bruxelles ainsi que Washington"⁽²⁾.

Dès lors, il est bien clair que la hiérarchie militaire helvétique a tout fait pour s'assurer (en l'échange d'une peine réduite, probablement) le silence de Jeanmaire sur les "véritables secrets" communiqués aux soviétiques. Jusqu'ici, ces "démarches" n'ont pas dû obtenir pleine satisfaction, et c'est pourquoi il est encore question qu'une partie du procès se déroule à huis clos.

Mais il est plus que probable que Jeanmaire "ferme sa gueule", ce qui permettra à la hiérarchie militaire de faire de ce procès d'une pierre deux coups : d'abord démontrer que le système militaire suisse est suffisamment "sain" pour "dénicher les traîtres", expulser les brebis galeuses, bref, une opération analogue à celle du Watergate : prouver que le système est capable de se régénérer. Ensuite, et là se situe l'enjeu principal, démontrer que, si les Russes s'intéressent de si près au système de défense helvétique, c'est bien

"Traître" ... à l'OTAN ?

Jeanmaire aura le plaisir de comparaître devant le tribunal militaire de division 2. D'après ses amis, ce tribunal lui inspirerait confiance. Il ne manquerait plus que ça, lui qui, de 1955 à 1968, a fait déférer 200 soldats devant le tribunal de division, dont il a été à plusieurs reprises lui-même un des "juges extraordinaires" !

Le juge prend la place de l'accusé. Mais au fait, accusé de quoi ? Si l'on prenait au pied de la lettre les chefs d'accusation (violation de secrets militaires, corruption passive, service de renseignement politique et militaire), il y aurait là de quoi traîner en "justice" la plus grande partie des officiers généraux de l'armée suisse, qui, un jour ou l'autre, ont eu affaire à des responsables de l'OTAN. Et que dire alors du général Wille, qui, avec l'écrasante majorité de la hiérarchie, attendait impatiemment la victoire de l'Allemagne durant la première guerre mondiale ? Que dire de son petit fils, le chef d'Etat-Major Général Wille junior, qui complotait contre le général Guisan et soutenait ouvertement les 200 officiers supérieurs pro-nazis, partisans d'engager l'armée suisse directement aux côtés



d'Hitler ? Et de Guisan lui-même, qui avait passé en 1939, à l'insu du Conseil fédéral, un traité d'assistance secret avec l'Etat-Major français ?

Depuis lors, la bourgeoisie suisse a accentué considérablement sa présence impérialiste en Europe, Amérique Latine, Afrique, Asie du Sud-Est. Dans la plupart de ces régions où elle a investi des capitaux, d'où elle rapatrie d'importants profits, et où son système bancaire draine les capitaux en fuite, la bourgeoisie suisse voit son sort de plus en plus étroitement lié aux puissances impérialistes qui seules sont capables de jouer dans ces régions le rôle de gendarme politico-militaire nécessaire à la sauvegarde de ses intérêts. En Amérique Latine, pour ne prendre que cet exemple, la Suisse impérialiste soutient activement les régimes chiliens, argentins ou brésiliens, accrochée aux basques américaines ou allemandes. Imagine-t-on dès lors que cette dépendance totale à l'égard de l'impérialisme américain, de sa CIA, de ses bases militaires en Thaïlande ou ailleurs sur la surface du globe, puisse se traduire par une indépendance réelle sur le plan militaire en Europe ?

La présence d'un Robert Lang, directeur général du Crédit Suisse, qui fait de si florissantes affaires sur le marché des euro-obligations grâce à sa filiale aux Bahamas⁽⁴⁾, au sein de deux commissions d'experts militaires (Conseil de la défense totale et commission de l'armement), ou la présence d'un Arnold Schellenberg, vice-directeur de la filiale suisse d'ITT (Standard Telephone et Radio SA)⁽⁵⁾ au sein de la commission militaire pour les transmissions et l'électronique n'indiquent-elles pas suffisamment à quel point les intérêts internationaux de la bourgeoisie suisse et ses centres de décision militaires sont profondément interpénétrés ?

Et c'est bien parce que la "neutralité" de façade de la Suisse, a des services à rendre à l'ensemble du monde capitaliste, surtout au niveau bancaire, comme l'expérience l'a montré lors de la débâcle du régime nazi en 1945, que la bourgeoisie internationale montre autant de bienveillance à "respecter" les attributs originaux que la bourgeoisie suisse expose dans la vitrine de la neutralité : humanitarisme, non-immixtion dans les af-

fares d'autres pays, armée "purement défensive", etc.

L'accueil réservé en octobre 1975 au nouvel ambassadeur américain en Suisse, Nathaniel Davis, le bourreau du peuple chilien, et la discrétion observée sur ses activités, qui lui ont permis en moins de deux ans, de faire de la Suisse une plateforme européenne pour la CIA⁽⁶⁾, montrent aussi ce que la bourgeoisie suisse entend par "neutralité" à l'égard des activités d'espionnage.

Dès lors, les "valeurs" et les lois que Jeanmaire aurait trahies reçoivent une bonne dose de relativisation. Dans une telle valse internationale, où les "valeurs patriotiques" ne servent que de paravent à un double jeu permanent, quoi d'étonnant si un officier supérieur, pour on ne sait quel motif de rancune ou n'importe quelle autre raison, se met à jouer lui aussi un double jeu ?

Il n'y aurait là que matière à ironie lucide, si malheureusement le cul-de-sac patriotique n'engouffrait pas également l'écrasante majorité du mouvement ouvrier suisse. Du PSS au Parti du Travail, en passant par les syndicats et même l'organisation mao-stalinienne Rupture parée depuis peu du Drapeau Rouge⁽⁷⁾, avec des paroles différentes, l'air est le même : appeler à une défense plus "populaire" des "frontières suisses". A l'heure où le seul espoir de faire échec au chômage permanent, de réduire les poches de misère dans de nombreuses régions proches de la Suisse, d'inverser le processus d'appauvrissement de l'autre moitié de l'humanité réside dans la possibilité d'une série de changements révolutionnaires en Europe, les dirigeants sociaux-démocrates, "euro-communistes" et mao-staliniens, s'affirmant pour la défense de la "patrie", apportent en fait leur contribution à la stabilisation d'un des plus solides maillons de la chaîne impérialiste. L'affaire Jeanmaire aura au moins eu le mérite d'enrouler leurs cordes patriotiques.

1er juin 1977, F. Gonseth

- 1) Peter Amstutz, Süddeutsche Zeitung, 8. 9. 1976.
- 2) Berner Tagblatt, 16. 1. 1977.
- 3) La Suisse, 17. 8. 1976.
- 4) La brèche no 158, 14. 5. 1977.
- 5) Focus no 57, novembre 1974.
- 6) L'hebdomadaire italien "Espresso" désigne les noms d'une trentaine d'agents de la CIA en Suisse.
- 7) La brèche no 149-50, 17. 1. 1977.